

LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Hiver 2000-2001

N°155

5 FF

**Loi Aubry, privatisations, attaques contre les retraites
et les piquets de grève, terreur raciste...**

Pour une lutte de classe contre le gouvernement bourgeois de Jospin/Gayssot !

**N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025**

Pour la révolution prolétarienne !

29 janvier - La classe ouvrière en France en a assez du barrage d'attaques constantes contre elle orchestré par le gouvernement capitaliste de Jospin-Gayssot-Voinet. Il y a eu dans le pays, ces derniers mois, une multitude de mouvements de grève, principalement focalisés contre les effets de la loi Aubry sur les « 35 heures » et en particulier le gel des salaires. Il est à noter que, dans nombre de ces grèves, les ouvriers ont mis en place des piquets de grève dans le but de stopper la production, ce qui est capital pour gagner une grève ; mais l'Etat capitaliste, de mèche avec la bureaucratie syndicale qui est acquise au maintien de celui-ci, est intervenu pour dégager les piquets, ce qui a affaibli et sapé les grèves.

La dernière vague de grèves est arrivée au moment où le capitalisme français se félicitait de son boom économique et de la récente baisse du taux de chômage officiel. Mais ce que la bourgeoisie ne dit pas (ni sa presse et ni son gouvernement), c'est que le « boom » s'est traduit par des fermetures d'usines qui ont jeté des milliers d'ouvriers dans la rue ou les ont forcés à une « retraite anticipée » - tant pour la main-d'œuvre largement féminine de Lacoste, Epéda, Moulinex, Cellatex et d'innombrables autres, qu'avec les menaces actuelles contre



Jean-Marie Thuillier

Rouen, le 19 décembre 2000: les grévistes de la TCAR bloquent le dépôt, pas un bus ne peut sortir.

les ouvriers de Danone-LU. La bourgeoisie ne dit pas non plus que ce qui a fait baisser le taux de chômage officiel - qui est toujours très élevé et se situe juste sous la barre des 10 % -, c'est une énorme augmentation du nombre d'emplois à temps partiel ou temporaires et l'augmentation de la précarité pour la plupart des travailleurs. Ce que la loi Aubry a fait c'est de geler les salaires, et, avec le PARE, le gouvernement a largement vidé le système d'assurance



**Pour un parti ouvrier
révolutionnaire multiethnique !**



Le Bolchévik

Manifestation pour défendre les retraites le 25 janvier à Paris. En décembre 1995, les bureaucrates attaquaient Juppé, aujourd'hui ils imploront Jospin.

chômage. Beaucoup comprennent que si le MEDEF parvient à obliger les ouvriers à travailler 45 ans avant de pouvoir percevoir une retraite complète, les fonctionnaires seront les prochains à subir une amputation de leur retraite, ce qu'ils avaient repoussé en décembre 1995. Effectivement les patrons du privé se sont inspirés du rapport Charpin du gouvernement publié l'année dernière, un rapport qui prévoyait de multiplier le nombre de conditions requises pour obtenir la retraite à taux plein dans le public.

La classe ouvrière de ce pays montre qu'elle veut se battre. Le fait que les bureaucrates syndicaux se soient sentis obligés d'appeler, pour relâcher la pression, à des manifestations de masse perturbant la «paix sociale» à l'approche des élections municipales - une manif du secteur public le 18 janvier, une manif principalement centrée sur le secteur privé le 25 janvier, et une grève du secteur public le 30 janvier - est très inhabituel et témoigne d'une profonde colère parmi la base. Mais ce que font les bureaucrates syndicaux c'est d'attiser l'indignation justifiée contre l'arrogant MEDEF, tout en se tournant vers le gouvernement bourgeois de front populaire pour l'implorer qu'il prenne une position plus ferme face aux patrons. En 1995, les mots d'ordre syndicaux attaquaient le gouvernement de droite de Juppé et appelaient à le combattre, mais aujourd'hui, ils ne font que plaider humblement devant le gouvernement dirigé par Jospin pour lui demander des concessions.

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef: Herminio Sanchez
Directeur de publication: Xavier Benoît

Réalisation: Xavier Brunoy
Diffusion: Marc Guétier

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire: n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

C'est un mensonge que ce gouvernement est un «gouvernement ouvrier», et ce mensonge a pour effet que quand le front populaire attaque les acquis des ouvriers, il provoque moins de résistance que les gouvernements de droite. Jospin se vante que son gouvernement a privatisé bien davantage que son prédécesseur, et c'est vrai. La soi-disant «extrême gauche» est totalement complice. Ils ont appelé à voter pour les candidats du gouvernement actuel lors des élections de 1997; ils ont eu ce qu'ils voulaient, et ils ont passé les trois dernières années à faire pression sur Jospin et Cie pour que ceux-ci agissent dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés.

Beaucoup des grèves qui ont eu lieu sont restées très isolées. Pour ne citer qu'un exemple, il y a eu **plus de 1 000** grèves à la poste au cours des derniers mois, chacune dans un bureau de poste ou un centre de tri différents. Au lieu d'unifier les postiers de différents sites dans une puissante grève, les chefs syndicaux manipulent la colère des ouvriers en l'orientant vers des actions isolées et atomisées, suivant en cela la tactique du gouvernement d'appliquer la loi Aubry à la poste en procédant site par site.

Le mot d'ordre «tous ensemble» est populaire parce que les ouvriers ressentent le besoin d'une riposte commune contre les attaques. Mais «tous ensemble» avec qui? dans quel but? Pour ces dirigeants traîtres, le besoin d'unité

Susan Adams



1948-2001

Notre camarade Susan Adams s'est éteinte le matin du 6 février à son domicile de New Jersey. Susan a été un cadre de la Ligue communiste internationale pendant 30 ans, et une dirigeante centrale de la LTF de 1979 à 1992. Malgré un combat épuisant contre le cancer ces deux dernières années, Susan avait poursuivi avec courage son travail dans la LCI, avec la Spartacist League/US et y compris avec des contributions à la LTF. Elle restait ferme dans son dévouement à la lutte pour un avenir communiste. Nos pensées les plus chères vont à son mari, François, et à tous nos autres camarades internationalement qui pleurent cette perte. La LTF va organiser une cérémonie à sa mémoire à Paris, pour rendre hommage à notre camarade. Ceux qui connaissent Susan et qui voudraient participer, peuvent nous appeler au 01 42 08 01 49 pour plus d'informations.

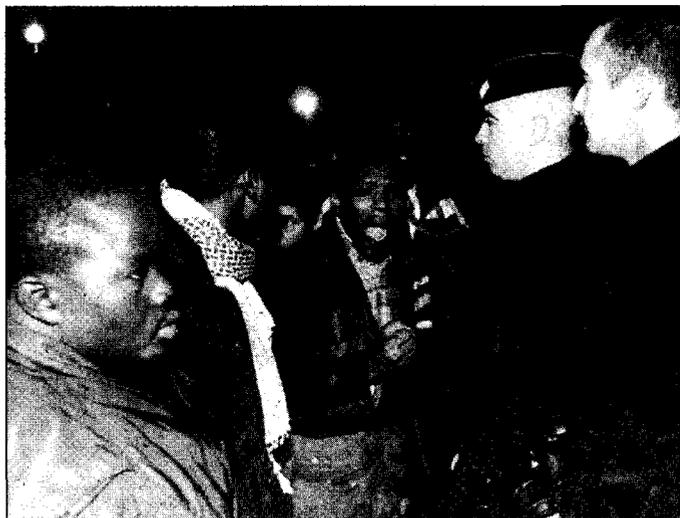
ressenti par la classe ouvrière est transformé en une « unité » obscène avec les forces mêmes qui lancent ces attaques antiouvrières. En même temps ils divisent la classe ouvrière partout où ils peuvent.

La division des syndicats en fonction des partis politiques qu'ils soutiennent divise et affaiblit la classe ouvrière. En tant qu'organisations défensives, les syndicats doivent être organisés sur la base la plus large possible pour maximiser l'unité de la classe ouvrière contre les exploiters capitalistes. C'est pourquoi nous luttons pour un seul syndicat par industrie. Ce n'est pas en agglomérant au sommet les actuelles bureaucraties syndicales traîtres que l'on peut former de tels syndicats ; il faut les forger dans le cours de la lutte des classes. Nous nous battons pour la lutte de classe et non pas la collaboration de classes, et nous sommes pour l'indépendance absolue de la classe ouvrière vis-à-vis de l'Etat bourgeois. C'est dans ce cadre que nous sommes opposés à ce qui est la pratique courante en France, à savoir de permettre aux flics, dont le boulot est de faire respecter l'ordre capitaliste raciste, d'être membres des syndicats. *Flics, hors des syndicats !*

Le saucissonnage de la classe ouvrière est exacerbé par la division artificielle entre secteur « public » et secteur « privé ». C'est là encore un moyen de diviser la classe ouvrière de ce pays et, en conséquence, d'affaiblir ses luttes. Lors des grèves massives de la fonction publique en décembre 1995, nous nous sommes battus contre la clause interdisant aux non-citoyens français d'être titularisés dans la fonction publique, et pour l'extension de la grève au secteur privé, en particulier dans l'industrie automobile et sa puissante main-d'œuvre, largement composée d'ouvriers d'origine immigrée. Cela impliquait bien entendu de prendre position sans ambiguïté contre Vigipirate, un quadrillage militaire raciste qui cible les jeunes d'origine maghrébine, dont beaucoup sont fils et filles d'ouvriers du secteur privé comme ceux de l'automobile à Renault Flins par exemple. Cela implique d'appeler aux pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Pour les communistes, les ouvriers immigrés ne sont pas simplement des « victimes » : ils sont une composante stratégique du prolétariat et un pont vers la classe ouvrière de leur pays d'origine. Mais la direction chauvine et traître de la classe ouvrière, qui soutenait cette campagne raciste, ainsi que la soi-disant « extrême » gauche, représentaient un obstacle à cette unité dans l'action de tous les opprimés dont le pouvoir était potentiellement considérable : ils savaient bien que si la classe ouvrière ainsi unie entrait en lutte, la lutte allait échapper à leur contrôle.

A bas le gouvernement bourgeois de front populaire PS-PC-Verts !

La « gauche plurielle » qui gouverne le capitalisme en France aujourd'hui est le mécanisme habituel de collaboration de classes dans ce pays. C'est un front populaire – une alliance électorale entre des partis ouvriers-bourgeois tels que le PS et le PC, et des partis bourgeois tels que les Verts, les Radicaux de gauche ou le MDC de Chevènement. « Gauche plurielle », « union de la gauche », « union sacrée » ou « front populaire » ne sont que des appellations différentes pour le même subterfuge !



Philippe Desmazes/AFP

Le prolétariat ne peut pas s'émanciper sans prendre fait et cause pour ses frères de classe immigrés en butte à la terreur policière.

La bourgeoisie, confrontée à une exacerbation des luttes de la classe ouvrière, laisse les partis ouvriers réformistes entrer au gouvernement en échange de la garantie qu'ils vont protéger l'ordre capitaliste. C'est ce qui s'est passé avec les fronts populaires de 1936 et 1944-1947 qui ont étouffé des situations pré-révolutionnaires, et avec « l'union de la gauche » de Mitterrand de 1972, qui résultait de la trahison de la puissante grève générale de Mai 1968 et des luttes sociales convulsives qui l'ont suivie. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui avec le front populaire de Jospin-Gayssot-Voinet, qui est sorti des grèves de décembre 1995. Un front populaire de ce type est bourgeois par définition. Les réformistes utilisent le prétexte de l'« unité » avec leurs partenaires bourgeois comme excuse à chacune de leurs trahisons.

Derrière le masque de gouvernement « populaire », le front populaire gère l'Etat bourgeois et orchestre les attaques du capitalisme français contre la classe ouvrière et les opprimés. En France même, cela se traduit par de rigoureux programmes d'austérité, la guerre raciste contre les jeunes des cités-ghettos largement d'origine immigrée, et par l'expulsion des sans-papiers. Cela se traduit par l'institutionnalisation de la surexploitation des jeunes avec le travail

Meetings-débats de la LTF

Attaques contre les grévistes de la TCAR, loi Aubry, démantèlement des retraites, privatisations, terreur raciste...

**Pour une lutte de classe contre le gouvernement bourgeois de Jospin/Gayssot/Voinet !
Pour une révolution prolétarienne !**

Pour un parti ouvrier révolutionnaire multi-ethnique !

PARIS

Mercredi 14 février, 19h30
CICP, 21 ter, rue Voltaire
M° Rue des Boulets
Tél: 01 42 08 01 49

ROUEN

Jeudi 22 février, 20h30
Halle aux Toiles
Tél: 02 35 73 74 47



Jean-Marc Navarro

La grève d'Air France en 1993 a gagné grâce au blocage des pistes par des piquets de masse, résistant contre les attaques des CRS.

temporaire et les « contrats à durée déterminée (CDD) » qui n'accordent que des salaires de misère et interdisent l'appartenance à un syndicat, tout ça sous prétexte de « créer des emplois ». Cela se traduit par l'acceptation de toutes sortes de restrictions au droit des femmes à l'avortement et la capitulation devant la « moralité » réactionnaire et misogynne de l'Eglise catholique (voir notre article « Avortement libre et gratuit pour toutes ! », *le Bolchévik* n° 154, automne 2000).

Hors des frontières, le front populaire soutient l'impérialisme français sanguinaire. La France a une longue et sale histoire de répression coloniale en Afrique, autant orchestrée par des gouvernements de front populaire que par des gouvernements de « droite ». La Guerre d'Algérie a été menée sous plusieurs gouvernements, y compris sous le gouvernement « socialiste » de Guy Mollet ; et le PC a voté les pleins pouvoirs à celui-ci pour exercer une sanglante répression là-bas. Ce sont les troupes du gouvernement de l'actuel front populaire qui ont participé aux bombardements impérialistes dans la guerre de 1999 dans les Balkans et qui font toujours partie de la force d'occupation. Et plus récemment, ce sont les troupes coloniales du même gouvernement Jospin-Gaysot-Voinet qui, fin novembre 2000, ont brutalement attaqué des manifestants pro-indépendantistes en Guyane dont faisaient partie des militants ouvriers syndiqués. Troupes françaises, de l'ONU et de l'OTAN hors des Balkans ! A bas la répression coloniale en Guyane ! Troupes françaises, dehors ! Pour le droit à l'indépendance de la Guyane et des autres colonies françaises restantes ! Ecrasons l'exploitation impérialiste par la révolution ouvrière internationale !

La grève de la TCAR de Rouen : A bas la répression contre les piquets de grève !

La récente grève des travailleurs des transports en commun de Rouen (TCAR) est un exemple de grève, combative au départ, qui a été sabotée par la direction traître des syndicats, qui accepte de fort bon cœur les « règles » mises en

place par l'Etat bourgeois. Lorsque les ouvriers ont commencé la grève le 19 décembre 2000, c'était avec des piquets de grève de masse efficaces qui, en bloquant le dépôt de bus des Deux Rivières et le dépôt de métro du Petit Quevilly, ont arrêté les transports en commun à Rouen et virtuellement paralysé la ville. Confrontés à cette action de classe combative, la bourgeoisie de Rouen et sa municipalité PS ont réagi immédiatement, engageant un bras de fer avec ce secteur historiquement combatif du prolétariat. Ils ont fait appel à leurs huissiers de justice pour exiger le retrait des piquets de grève. Suivant au pas, les bureaucrates de la CGT ont immédiatement acquiescé et appelé les ouvriers à enlever les piquets. Quelques jours après avoir conclu un accord avec les grévistes, les patrons décidaient le licenciement de cinq employés de la TCAR ainsi que la mise à pied de deux autres pour « entrave au droit du travail ». La bourgeoisie et son gouvernement voulaient utiliser la grève de la TCAR pour « donner une leçon » à la classe ouvrière dans toute la France : n'essayez pas de faire une grève combative qui lutte pour stopper la production. Et nous, nous leur disions : Une grève ça veut dire stopper la production ! Un piquet de grève ça veut dire on ne passe pas ! A bas les licenciements et les sanctions ! Victoire aux grévistes de la TCAR !

Pendant que la grève continuait en défense des ouvriers sanctionnés, la bureaucratie syndicale, avec le soutien de la soi-disant « extrême » gauche à Rouen, continuait à accepter les exigences des patrons de laisser rouler les bus et les trams des briseurs de grève ; les « actions » de grève étaient transformées en manifestations, en appels au maire PS pour qu'il intercède, et même en une grève de la faim contre les licenciements. A partir du 5 janvier, six militants de la CGT entamaient une grève de la faim en défense de leurs camarades licenciés et établissaient leur campement à l'intérieur de la mairie de Rouen ; c'était une tentative de faire pression sur le maire PS de Rouen pour qu'il intercède dans le combat des travailleurs des transports en commun contre leurs patrons. Cette grève de la faim était un acte de solidarité avec les travailleurs sur lesquels s'abattaient les représailles, mais elle n'en était pas moins fondamentalement un acte de désespoir. C'est le Sivom (syndicat intercommunal) dirigé par le PS qui, en 1994, a lui-même mis les transports en commun de Rouen dans les mains de Vivendi, une société privée ! Finalement Vivendi a accepté pour le moment de réintégrer les ouvriers licenciés, bien que ce ne soit pas sur leur lieu de travail antérieur.

En implorant le maire PS pour qu'il agisse contre Vivendi, sous couvert de revendications creuses « en défense du droit de grève », la soi-disant « extrême gauche » rouennaise renforçait l'illusion que le gouvernement PS est « pro-ouvrier ». Les réformistes de la LCR écrivaient : « [...] comment croire que la CAR [Communauté d'agglomération rouennaise] et la mairie n'aient pas assez de poids pour faire entendre raison à la direction des TCAR ? Qui sont les donneurs d'ordres dans l'affaire ? » (*Rouge* n° 1905, 11 janvier). Quant à LO, ils se lamentaient aussi que : « Au treizième jour de leur jeûne, le maire PS n'avait pas daigné leur rendre visite ! » (*Lutte Ouvrière*, 19 janvier) ! Et ils gémissaient : « Les élus de gauche de l'agglomération, qui détiennent la majorité à la Communauté d'agglomération (qui a concédé les transports à Vivendi), se sont contentés d'interventions timides et très tardives » (*Lutte Ouvrière*, 26 janvier) ! Ainsi, pour LO, le gouvernement de « gauche » est

Suite page 14

Le mouvement « antimondialisation » et les illusions dans l'Etat capitaliste

Pour une Europe ouvrière – pour la révolution socialiste !

ATTAC, LO, LGR, plaident pour une Europe impérialiste « sociale »



Patrice Lapôtre/AFP

Nice, 7 décembre 2000 : terreur policière contre les manifestants « antimondialisation »

Début décembre, alors que les gouvernements capitalistes européens étaient réunis pour se quereller sur l'avenir de l'Union européenne (UE), Nice était transformée en Etat policier. Le 7 décembre, des dizaines de milliers de flics étaient mobilisés par le gouvernement du Premier ministre social-démocrate Lionel Jospin pour occuper les rues et disperser les milliers de jeunes venus des quatre coins du continent pour manifester contre le sommet. Tandis que les chefs d'Etat assemblés débattaient cyniquement de la rédaction d'une « Charte des droits fondamentaux », les gaz lacrymogènes, tirés pour nier brutalement les droits de ceux qui manifestaient à l'extérieur, formaient un nuage si épais qu'il s'infiltrait dans le centre de conférence.

La police a chargé à plusieurs reprises les manifestants, faisant usage de matraques et de grenades lacrymogènes ; des dizaines de manifestants ont été arrêtés. Deux jeunes militants basques originaires d'Espagne, José Ramirez et Anna-Liza Romero, ont été condamnés en comparution immédiate à un mois de prison par un tribunal d'exception. Parallèlement, plusieurs des manifestants arrêtés en septembre dernier lors des manifestations contre le sommet du Fonds monétaire international (FMI) à Prague – et emprisonnés pendant des mois – sont inculpés et risquent des condamnations pénales. Levée de toutes les inculpations contre les manifestants de Prague et de Nice !

Incident révélateur du caractère bidon du « droit de libre circulation » qu'est censé garantir l'accord de Schengen, entré en vigueur en 1995 dans l'UE : un train qui amenait à Nice 1 500 partisans de Ya Basta et d'autres groupes de gauche italiens a été bloqué à la frontière. Un groupe de 5 000 manifestants qui tentait d'occuper la gare de Nice pour protester contre cette exclusion a été brutalement attaqué par les flics, tandis que, de l'autre côté de la frontière, les flics italiens s'en prenaient aux manifestants. L'objectif de Schengen, dès l'origine, était de fermer les portes de la « forteresse Europe » raciste aux immigrés pauvres venus d'Afrique, du Proche-Orient et d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, les postes frontières sont hermétiquement fermés aux

manifestants de gauche à l'intérieur même de l'UE, au nom de la « sécurité nationale ». A bas les accords racistes de Schengen ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Alors que les flics matraquaient les manifestants, les médias bourgeois vitupéraient contre les « casseurs » – mot de code raciste qui vise habituellement les jeunes d'origine maghrébine –, et ciblaient tout particulièrement les nationalistes basques présents parmi les manifestants. La France s'est entendue avec l'Espagne pour arrêter et terroriser les militants séparatistes basques. C'est une politique qui a été inaugurée par Mitterrand dans les années 1980. A bas la ré-

pression antibasque ! Pour le droit à l'autodétermination du peuple basque, en France et en Espagne !

Beaucoup de jeunes étaient venus à Nice pour protester contre l'oppression capitaliste, les mesures d'austérité et de racisme anti-immigrés des capitalistes de l'UE. Ces attaques ont provoqué de la part de la classe ouvrière des luttes défensives tumultueuses, particulièrement en France. En septembre, les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest ont été secoués par les barrages des artisans routiers protestant contre le prix exorbitant de l'essence. Les dirigeants traîtres du prolétariat se sont opposés à ces actions immensément populaires qui paralysaient le pays et menaçaient leur gouvernement. Quant à nous, nous avons souligné que la revendication pour une réduction des prix de l'essence était objectivement dans l'intérêt de la classe ouvrière. Certes les forces qui étaient à l'initiative des manifestations étaient petites-bourgeoises, mais le gouvernement avait grand-peur que l'action des routiers, dépassant les limites du réformisme parlementaire, n'incite le prolétariat à se mettre en lutte.

A Nice, la veille des attaques policières, des dizaines de milliers de travailleurs mobilisés par une coalition de syndicats européens avaient défilé dans les rues. Mais les dirigeants procapitalistes des syndicats, qui avaient dénoncé les barrages des routiers en septembre comme étant des grèves « patronales », aident à imposer l'austérité, les attaques anti-



Automne 2000 : Les routiers secouent les gouvernements bourgeois dans toute l'Europe. AP

syndicales et anti-immigrées menées par leurs collègues sociaux-démocrates au gouvernement. A Nice, l'objectif des pontes syndicaux, avec la bénédiction de leurs parrains du gouvernement Jospin – qui avait ce jour-là tenu ses flics à l'écart – c'était simplement de permettre aux travailleurs de se défouler un peu et de quémander aux gouvernements capitalistes « une Europe vraiment sociale ».

Nous sommes quant à nous contre l'UE, car c'est un bloc entre puissances capitalistes *contre les masses ouvrières et les minorités opprimées d'Europe* et pour concurrencer leurs rivaux impérialistes américains et japonais pour les marchés et les sphères d'exploitation. La LCI a envoyé une équipe de militants à Nice pour gagner des ouvriers et des jeunes militants de gauche à la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre – pour une Europe ouvrière, partie intégrante d'une société socialiste internationale. Nous luttons pour *arracher* les ouvriers et les jeunes aux griffes des traîtres sociaux-démocrates, et pour forger des partis ouvriers révolutionnaires. A Nice, des militants syndicaux appréciaient particulièrement nos articles en soutien aux routiers contre les gouvernements sociaux-démocrates ; notre panneau « A bas le gouvernement capitaliste de front populaire de Jospin-Gayssot » attirait l'attention des manifestants... et l'hostilité de quelques bureaucrates pro-PC.

Les attaques anti-ouvrières et la contre-révolution capitaliste en URSS

Le sommet de l'UE a révélé une ligne de fracture de plus en plus nette non seulement entre les puissances de l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis, mais aussi au sein de l'Europe. La destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a inauguré une période de montée des antagonismes interimpérialistes, qui étaient jusque-là tenus en bride par la nécessité de faire front contre l'Union soviétique. Ce sommet était convoqué pour décider des conditions d'admission à l'UE des ex-Etats ouvriers déformés de l'Europe de l'Est, aujourd'hui ravagés par les effets dévastateurs de la contre-révolution capitaliste, ainsi que pour renégocier le poids

organisationnel des différents Etats bourgeois au sein de l'UE. Depuis son annexion contre-révolutionnaire de l'Allemagne de l'Est en 1990, l'impérialisme allemand réunit réclame un rôle plus dominant dans la détermination de la politique de l'UE, et le sommet de Nice a largement officialisé cette prépondérance allemande dans l'Union européenne capitaliste, au grand dépit de l'arrogant impérialisme français qui organisait le sommet. Les revendications impérieuses du Quatrième Reich allemand ont provoqué une levée de boucliers dans d'autres capitales européennes – en particulier de la part de la Grande-Bretagne et de la France, ses ennemies dans deux guerres mondiales – et les décisions sur pratiquement toutes les questions importantes posées lors du sommet restent à prendre.

Pendant ce temps dans tous les pays d'Europe les attaques contre les travailleurs s'amplifient, y compris la privatisation systématique des transports, de la Poste et des télécommunications, des systèmes d'adduction d'eau, et même des services de santé et des systèmes d'assurance-chômage, des systèmes de retraite ainsi que de l'éducation. Les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest avaient mis en place ces services bon marché et d'assez bonne qualité après la Deuxième Guerre mondiale, car, face à la victoire de l'Armée rouge en 1945 qui avait libéré l'Europe de la barbarie nazie, et à des situations explosives ou révolutionnaires en France (où la bourgeoisie était mouillée jusqu'au cou dans la collaboration avec les nazis, et où les ouvriers s'étaient armés) et encore plus en Italie et en Grèce, la bourgeoisie avait dû faire des concessions, et accepter un taux de profit plus bas afin de maintenir sa domination ; c'est cela qu'on appelait souvent l'« Etat-providence ».

Mais l'Union soviétique a été détruite en 1991-1992, le capitalisme a été restauré dans toute l'Europe de l'Est, et la bourgeoisie proclame la « mort du communisme » et veut démanteler tout l'« Etat-providence ». Tous les secteurs privatisés, qui travaillaient souvent à perte (c'est-à-dire financés par les impôts directs ou indirects prélevés des travailleurs), doivent à nouveau rapporter des profits aux capitalistes privés, ce qui s'accompagne d'une dégradation massive des services, d'une augmentation drastique des coûts pour les usagers et d'attaques en règle contre les travailleurs de ces secteurs. Et ce sont les sociaux-démocrates, au gouvernement dans la majeure partie de l'Europe, qui sont responsables de ces attaques massives.

L'ironie, c'est que c'est justement les organisations prétendant si bruyamment vouloir lutter contre les privatisations qui comptaient parmi les forces qui ont le plus activement contribué, dans la mesure de leurs capacités, à la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est, contre-révolution qui a conduit à ces attaques contre les conditions de travail et au démantèlement des services so-

Meeting de la Ligue trotskyste

Libération des femmes par la révolution socialiste !

Judi 15 mars, 19h00

Paris : Université de St-Denis

Salle A312

(M° St-Denis Université)

Tél : 01 42 08 01 49

ciaux. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Krivine, de même que Pouvoir ouvrier et la tendance internationale de Socialisme par en bas (SPEB), avaient au début des années 1980 ardemment soutenu Solidarność qui était parrainé par la CIA et le Vatican, et ils étaient aux avant-postes de la campagne pour la restauration capitaliste en Europe de l'Est.

Dix ans plus tard tous ces groupes applaudissaient quand Eltsine et ses « démocrates » pro-impérialistes ont lancé la contre-révolution qui allait détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Au moment où les forces contre-révolutionnaires, y compris des monarchistes et des prêtres orthodoxes, se ralliaient au coup d'Etat d'Eltsine soutenu par les impérialistes, la LCR écrivait qu'il était nécessaire de « lutter aux côtés d'Eltsine » (*Inprecor*, supplément au n° 335, 29 août 1991). Les camarades britanniques de Pouvoir ouvrier se sont vantés d'avoir eu un membre qui était littéralement monté sur les barricades d'Eltsine. Et l'organisation-mère britannique de SPEB exultait : « Le communisme s'est effondré. [...] C'est un fait qui devrait réjouir tout socialiste » (*Socialist Worker*, 31 août 1991).

Nous autres trotskystes avons au contraire lutté contre la contre-révolution capitaliste. Nous sommes intervenus activement en Allemagne de l'Est pour organiser une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne qui abdiquait, et nous avons lutté pour défendre et étendre les acquis de la propriété collectivisée : pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers dans une Europe socialiste. Nous avons cherché à mobiliser les ouvriers soviétiques en 1991 pour balayer les barricades d'Eltsine. Et aujourd'hui nous poursuivons cette lutte avec notre défense militaire inconditionnelle de la Chine et des autres Etats ouvriers déformés restants (Vietnam, Corée du Nord, Cuba) contre l'impérialisme et la contre-révolution. Nous luttons pour des révolutions politiques prolétariennes pour chasser les bureaucraties stalinienne traîtres qui cherchent la conciliation avec l'impérialisme, minent l'économie collectivisée, aliènent et démoralisent la classe ouvrière qui doit être mobilisée pour vaincre la restauration capitaliste.

L'« anticapitalisme » d'ATTAC et la conscience socialiste

Le groupe ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) était un des organisateurs de la manifestation de Nice. ATTAC dénonce certains aspects véritablement monstrueux du capitalisme d'aujourd'hui et proclame que « le monde n'est pas une marchandise ». Les militants d'ATTAC sont fiers que leur organisation sœur en Tunisie, Raid, se soit par exemple largement impliquée dans la défense du journaliste Taoufik Ben Brik acculé l'année dernière à une longue

grève de la faim face à la répression du régime néo-colonial sanguinaire du général Ben Ali. Cette organisation a été fondée et est en grande partie dirigée par les éditorialistes du journal bourgeois « de gauche » *le Monde diplomatique*, comme Ignacio Ramonet et Bernard Cassen. Bien qu'on y trouve des bureaucrates syndicaux, notamment de la CGT et du SUD, parmi ses fondateurs (aux côtés de l'hebdomadaire catholique « de gauche » *Témoignage chrétien*), cette organisation ne prétend pas, même indirectement, se référer à la classe ouvrière.

Socialisme par en bas, la LCR et Pouvoir ouvrier parlent d'un mouvement ou de mobilisations « anticapitalistes », de Seattle à Millau et Nice, et disent qu'ATTAC y joue un rôle pivot en France. Quand ils disent « anticapitaliste », c'est un stratagème délibéré pour camoufler le fait qu'ATTAC n'a aucune prétention « socialiste » et qu'ils refusent de « nager à contre-courant » dans ATTAC. La LCR prétend que la « dynamique » du « mouvement » est « anticapitaliste », et qu'il suffit d'animer ces luttes et de contribuer à leur développement. Elle dit par exemple dans sa brochure « Lutter contre la world company ! » :

« [...] la dynamique à l'œuvre va dans le sens de la contestation du droit des possédants de décider comme ils l'entendent du sort de la majorité des habitants de la planète [...]. Cette lutte remet en question la domination de la classe capitaliste et ouvre la voie vers une autre société. »

La « dynamique » est un argument notoire de la LCR. Elle l'a utilisée pendant des dizaines d'années comme excuse pour se mettre sans critique à la traîne de n'importe qui, depuis le stalinisme jusqu'à Mitterrand, en passant par l'« avant-gardisme étudiant » élitiste et le nationalisme du tiers-monde. La LCR est une digne héritière de la tradition du révisionniste Edouard Bernstein, qui proclamait il y a cent ans que « le mouvement est tout, le but n'est rien ». Lorsqu'il y a un « mouvement », cela crée une ouverture pour l'intervention des révolutionnaires – ceux qui veulent vraiment combattre la fausse conscience, bourgeoise dans le fond, qui est celle des militants au départ. Dans les années 1960-1970, des millions de jeunes partout dans le monde qui avaient voulu s'opposer à la guerre impérialiste au Vietnam se sont finalement retrouvés partisans de politiciens bourgeois ou sociaux-démocrates qui prétendaient être pour la « paix ». L'idée qu'il suffit que des jeunes participent



Le dernier numéro de *Spartacist* contient notamment un article démolissant les théories de Cliff et Shachtman, qui alléguent que l'Union soviétique n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, mais une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe », et se sont faits les complices de la campagne de l'impérialisme pour la contre-révolution. Non seulement cette question est essentielle pour comprendre le monde post-soviétique dans lequel nous sommes, mais aussi elle revêt une actualité brûlante en Chine où nous, les trotskystes, sommes à notre poste pour défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure.

Pour toute
commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

10 FF

à la lutte pour automatiquement acquérir une conscience révolutionnaire, est absurde. La LCR n'a rien à voir avec le marxisme révolutionnaire, et, quand ils disent qu'un mouvement est devenu spontanément socialiste, c'est juste pour couvrir cyniquement leur propre adaptation à une « politique de pression » dans le cadre du capitalisme. Loin d'être l'avant-garde révolutionnaire qu'il faut pour combattre les illusions répandues dans la possibilité de réformer le capitalisme, ils sont l'arrière-garde et un obstacle sur la voie de la lutte de classe pour le socialisme. Le véritable programme de la LCR à Nice était de faire campagne « pour une Europe démocratique et sociale » – en d'autres termes, une Europe *capitaliste* avec un soi-disant « visage humain ».

Une autre organisation qui fait grand cas de la « dynamique » du milieu « antimondialisation », c'est Socialisme par en bas (SPEB). Dans leur longue brochure « Anticapitalisme : Théorie et pratique », de Chris Harman, ils cherchent à se placer à gauche de la LCR sur cette question, en faisant des références à Marx et Engels. Ils avertissent que dans le passé beaucoup de mouvements de protestation se sont écroulés après de brillants débuts parce qu'ils ne parvenaient pas à résoudre les questions aiguës de « tactiques » (mais il ne s'agit pas de tactiques !) entre ceux qui essayaient « de faire pression sur le gouvernement » et ceux qui voulaient « rassembler les forces qui pouvaient révolutionner la société ». Pour SPEB, la solution est apparemment de « faire le lien entre l'initiative, l'énergie et l'idéalisme des minorités anticapitalistes qui descendent dans les rues avec les luttes quotidiennes contre la globalisation capitaliste, qui éclatent partout où des humains sont exploités et opprimés ». Pour SPEB il faut que « la nouvelle génération d'anticapitalistes réussisse à faire sa jonction avec les millions de travailleurs et de pauvres qui sont engagés quotidiennement dans des actions de résistance, petites ou grandes, au néolibéralisme et à la mondialisation capitaliste ». Mais sur quel programme SPEB envisage-t-il de faire cette jonction ?

Son intervention dans la manifestation ouvrière de masse à Paris le 25 janvier est un exemple de ce que SPEB a en tête. A part distribuer des tracts appelant les gens à manifester au procès de José Bové à Montpellier le 16 février – un appel dont le programme maximum était « Ensemble, défendons une économie solidaire, durable, une alimentation de qualité pour tous, les conditions de travail, les droits sociaux, les services publics, la culture, ... contre la mondialisation libérale » – ils vendaient leur journal, *l'Étincelle*, dont la première page titrait « Mondialisation néolibérale : ils ne passeront pas » et « Tous ensemble le 25 janvier ! » et dont la dernière page proclamait sa défense de Bové à la mode bien anti-américaine « NON à la Mc Domination du MONDE ». Ces mots d'ordre sont entièrement adaptés au niveau de conscience actuel des travailleurs et des jeunes « antimondialistes ».

La Ligue communiste internationale est intervenue dans les manifestations afin de gagner des jeunes au programme du marxisme révolutionnaire. Nous ne nous tenons à l'écart d'aucune lutte ou manifestation qui est dans l'intérêt des ouvriers, aussi partielle soit-elle. Notre façon d'aborder la question est celle que Trotsky décrivait dans le *Programme*



Lutte de classe

Banderole LCR-LO pendant la guerre des Balkans en 1999 : compatible avec l'appel de la LCR à une intervention non de l'OTAN dominée par les USA, mais de l'OSCE. L'« autodétermination » du Kosovo était le prétexte aux bombardements impérialistes.

de transition (1938) :

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de *revendications transitoires*, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Des groupes comme la LCR et SPEB aujourd'hui soutiennent des gouvernements capitalistes dirigés par les sociaux-démocrates et les travaillistes, des traîtres à la classe ouvrière (voir notre article de première page). Ils mentent à la classe ouvrière en prêchant que le moyen d'avancer c'est d'exercer une « pression de masse » sur l'Etat bourgeois. Cette perspective vouée à l'échec est un obstacle à la lutte pour la révolution ouvrière.

Le dernier « sommet antimondialisation » s'est tenu à Porto Alegre au Brésil fin janvier. Parmi les stars de ce sommet salué par la LCR et SPEB, on trouvait José Bové et Bernard Cassen. Et parmi ceux qui saluaient de loin le « contre-sommet » il y avait Jean-Marie Messier en personne, le patron du conglomérat capitaliste Vivendi. Messier s'enthousiasmait : « Porto Alegre est un vrai phénomène. [...] Nos entreprises grossissent de plus en plus. Elles ont du pouvoir et il est normal qu'en face du pouvoir, un contre-pouvoir apparaisse. Je crois qu'on n'est qu'au début de l'organisation et de l'existence de mouvements de contestation ou de dialogue en face des conséquences de la mondialisation » (*l'Humanité*, 31 janvier).

Parmi les événements marquants de Porto Alegre il y avait une manifestation de 20 000 personnes le 25 janvier où, d'après *le Monde* (27 janvier), le seul politicien étranger parmi les notables en tête de la manif était... Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre de la guerre de Mitterrand et ex-ministre des flics de Jospin. Qu'un tel spécialiste dans l'emprisonnement et la déportation des sans-papiers puisse se présenter comme un fan de l'« antimondialisation », indique à quel point la politique vague de ce « mouvement » peut se concilier avec les intérêts de la bourgeoisie française chauvine.

Et, comme pour rehausser le contraste avec l'accueil chaleureux réservé par le « contre-sommet » à cet ennemi des opprimés, des manifestants noirs ont investi une conférence de presse des organisateurs, le 28 janvier, en dénonçant le racisme. Un représentant en colère du Mouvement noir unifié disait : « Nous représentons plus de 50 % de la population du Brésil, mais au Forum social mondial nous n'avons reçu qu'une heure d'une réunion de 5 jours pour exprimer nos positions » (dépêche Reuters du 28 janvier). Les efforts du « contre-sommet » (où la « gauche » brésilienne avait une présence très importante) pour faire passer sous la table la question du racisme montrent à quel point ce sommet acceptait le mythe mensonger suivant lequel le Brésil serait une « démocratie raciale » dont l'oppression des Noirs serait absente, un mythe répandu par la bourgeoisie brésilienne et tous ses serviteurs.

Le capitalisme et l'économie mondiale

Les jeunes manifestants considèrent que c'est « la mondialisation » et non le capitalisme qui est l'ennemi ; en fait, « la mondialisation » est souvent décrite comme une attaque contre la capacité des Etats capitalistes européens existants à contrôler leurs propres destinées. On empêche ainsi les travailleurs et les jeunes, révoltés par les effets les plus horribles du capitalisme notamment dans le tiers-monde, de comprendre les causes réelles de la misère et de la guerre.

Le capitalisme est un système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. Une infime minorité d'individus, qui forment la classe des capitalistes, possède les usines où la classe des ouvriers produit non seulement ce qu'il lui faut pour survivre et se reproduire (l'équivalent de son salaire), mais aussi des valeurs supplémentaires (le profit) que les capitalistes se mettent gratuitement dans la poche. Sous peine de périr face à leurs concurrents, les capitalistes les plus « philanthropiques » sont obligés de chercher par tous les moyens à accroître leurs profits, donc l'exploitation de leurs ouvriers, et de piller les pays néo-coloniaux ; et la concurrence internationale amène inéluctablement les Etats bourgeois à défendre, y compris par la guerre, les marchés de leurs propres trusts capitalistes.

Tout le milieu « antimonialisation » accepte l'idée foncièrement fautive que les grandes entreprises capitalistes ont désormais transcendé le système d'Etat-nation et gouvernent le monde par la voie d'institutions comme le FMI et l'OMC. En réalité l'existence même de ces « multinationales » dépend de leurs Etats bourgeois nationaux respectifs pour protéger leurs investissements à l'étranger contre l'hostilité de la population et contre des Etats capitalistes rivaux. C'est pourquoi les Etats impérialistes doivent entretenir de puissantes armées et une base industrielle nationale correspondante. L'ONU, l'OMC et les autres institutions internationales ne font qu'exprimer les intérêts des puissances impérialistes – avec des frictions correspondant à l'ajustement des rapports de force entre celles-ci, qui d'ailleurs varient constamment. Dans cette époque de décadence impérialiste, l'Etat-nation capitaliste est un obstacle au développement des forces productives et à celui de l'humanité tout entière. La rivalité entre ces Etats-nations bourgeois finira par mener à des guerres interimpérialistes qui détruiront les forces productives et l'humanité elle-même, à moins que la classe ouvrière ne renverse le capitalisme.

Le système capitaliste est fondé sur l'exploitation économique des ouvriers. Les ouvriers sont donc la seule classe sociale qui ait non seulement l'intérêt sur le plan

historique, mais aussi la puissance sociale (étant donné son rôle crucial dans la production des richesses) nécessaire pour renverser le système capitaliste et instaurer sa propre dictature de classe, en expropriant la bourgeoisie en tant que classe. C'est ce qu'ont fait les ouvriers russes sous la direction du Parti bolchévique en octobre 1917, et c'est ce que nous voulons refaire internationalement. Le seul anti-capitalisme véritable qui soit possible, c'est celui qui cherche à organiser les travailleurs et les opprimés dans le but d'une révolution communiste.

Mais ATTAC ne prétend pas lutter pour renverser le capitalisme. Les manifestations de Nice ont d'ailleurs montré toutes les limites de la politique de pression des ATTAC, LCR et SPEB. Quand on veut imposer quelque chose à l'Etat bourgeois, on se heurte à la terreur des flics. Les violences perpétrées par les flics de Jospin étaient en elles-mêmes un désaveu des illusions réformistes colportées par



Viktor Bulla

1920 : les ouvriers de l'usine Poutilov élisent leurs délégués au soviet de Petrograd. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

la pseudo-gauche, ainsi qu'une leçon de choses sur la conception marxiste de l'Etat bourgeois comme appareil de répression destiné à préserver les profits et le pouvoir de la classe capitaliste. Si l'on veut en finir avec le système de profit, il faut détruire l'Etat bourgeois et pour cela il faut une révolution prolétarienne. Il n'y a pas d'autre moyen que de construire le parti qui dirigera cette révolution à la victoire.

On vante souvent le rôle « éducatif » d'ATTAC sur le fonctionnement capitaliste. Mais en réalité ATTAC détourne les jeunes de la lutte pour une révolution ouvrière en répandant l'illusion qu'on pourrait adoucir les effets les plus nocifs de l'oppression capitaliste internationale tout simplement grâce à une taxe sur les transactions financières capitalistes internationales (la « taxe Tobin »), ou plus généralement en faisant pression sur les gouvernements capitalistes des principaux pays qui dominent le monde. Cette proposition de taxer les transactions financières internationales a pour objectif de restreindre la spéculation, que Tobin, un économiste bourgeois, considère comme dangereuse pour la stabilité du système financier international. Cela aurait tendance aussi à favoriser les investissements productifs dans l'économie nationale aux dépens de la circulation internationale des capitaux.



Corbis Sygma

L'UE est un bloc instable de puissances capitalistes, avec l'Allemagne devant. A bas la forteresse Europe raciste!

Pour ATTAC, l'idée de la taxe Tobin, c'est d'utiliser les sommes ainsi prélevées des marchés financiers pour notamment aider les peuples horriblement opprimés du tiers-monde. L'idée paraît louable, mais ATTAC est fort peu loquace sur *qui* ramasserait le produit d'une telle taxe (ce serait les Etats *capitalistes* des principaux pays qui concentrent et exportent le capital financier, ce que nous marxistes appelons les impérialistes) et *qui* le redistribuerait au tiers-monde : si ce n'est pas le FMI ou l'OMC alors un quelconque organe international dans ou autour de l'ONU (voir « La taxe Tobin : comment la gérer et pour financer quoi? », mars 2000, dans « Tout sur ATTAC », mai 2000). Mais l'ONU n'est pas un organe « neutre » « international », c'est l'instrument des impérialistes les plus puissants. C'est sous l'égide de l'ONU à peine naissante, en 1950, que les impérialistes avaient mené la guerre de Corée, tuant près de trois millions de personnes pour sauver la bourgeoisie coréenne et stopper l'avance des forces des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen. Plus récemment la guerre du Golfe a été menée aussi sous l'égide de l'ONU, et c'est toujours un embargo de famine décrété par l'ONU qui continue de faire des ravages meurtriers en Irak, ayant déjà causé la mort de plus d'un million de personnes.

En ce qui concerne la misère dans le tiers-monde ATTAC pose de vrais problèmes, mais n'a pas la moindre solution. Le « nouvel internationalisme » d'ATTAC, pétri d'idéalisme chrétien, ne repose au fond que sur l'hypothétique bonne volonté des hommes. Ce n'est pas avec des vœux pieux comme « le monde n'est pas une marchandise » qu'on pourra commencer à s'occuper de remédier à la misère dans laquelle sombre de plus en plus l'immense majorité de l'humanité ; c'est seulement avec une économie socialiste planifiée internationalement, résultant de la victoire de révolutions ouvrières dans les principaux pays capitalistes du monde.

De son côté, LO critique la taxe Tobin, mais seulement parce qu'elle ne concerne que le capital financier international alors qu'il faudrait, dit LO, que les classes laborieuses « imposent de très forts impôts non seulement sur les capitaux spéculatifs mais aussi sur les profits de toutes les grandes entreprises capitalistes, ainsi que sur les fortunes

privées de la classe riche, afin que l'argent ainsi concentré entre les mains de l'Etat puisse servir à créer des emplois utiles dans les services publics » (*Lutte Ouvrière*, 28 janvier 2000). Ce refrain sur « taxer les riches » c'est de la camelote réformiste traditionnelle, qui présuppose qu'il est possible de « forcer » le système capitaliste à changer ses « priorités ». Mais on ne peut pas faire pression sur la bourgeoisie pour qu'elle s'arrête d'exploiter la classe ouvrière ; la classe ouvrière doit renverser le système d'exploitation capitaliste en expropriant la bourgeoisie par la révolution socialiste.

Les « eurosocialistes »

On nous rétorque souvent que la révolution c'est peut-être bien, mais que c'est irréaliste à court terme et qu'en attendant, est-ce que cela ne ferait pas avancer au moins un peu les choses si on s'assignait comme objectif d'obtenir quelques réformes, et que de réforme en réforme on pourrait aller vers la révolution. Bien sûr que nous ne sommes pas indifférents à des réformes, et nous luttons pour défendre tous les acquis qu'ont pu gagner les ouvriers et les opprimés. Mais ces acquis sont toujours fragiles et réversibles sous le capitalisme. La destruction en cours des services sociaux comme la santé, l'éducation gratuite, les retraites, montre que des acquis qui paraissaient solides et irréversibles peuvent rapidement disparaître. Et ce sont les réformistes eux-mêmes (PS, PCF) qui démantèlent les réformes !

Le *réformisme*, c'est-à-dire la perspective de rafistoler, ajuster et améliorer le système capitaliste avec des réformes, *s'oppose* à la révolution parce qu'il entretient l'illusion qu'avec de tels ajustements, le capitalisme – un système *basé sur l'exploitation* du plus grand nombre par une minorité – peut servir les besoins réels des ouvriers et des opprimés. D'ailleurs, toute l'histoire montre que les acquis engrangés par la classe ouvrière ont toujours été un sous-produit de sa lutte révolutionnaire. La bourgeoisie, particulièrement dans sa période de décadence et de putréfaction actuelle, ne cède quelque chose que quand elle craint de *tout* perdre.

Dans le tract « Mobilisations à Nice les 6/7/8 décembre 2000 – Pour nos droits, tous nos droits! », signé par SPEB (ainsi d'ailleurs que par ATTAC et par la LCR et son organisation de jeunesse JCR), on peut lire :

« Mobilisons-nous pour que l'Europe se dote de droits civils, syndicaux, politiques, économiques, sociaux et culturels à la hauteur des besoins de toutes les populations qui y vivent! [...] Le rôle des gouvernements n'est pas de choisir [les droits] qui leur conviennent mais de permettre leur application concrète la plus large. »

Mais dans le monde réel, les gouvernements bourgeois ont pour rôle de défendre les intérêts de leur bourgeoisie, et non de servir les « citoyens ».

A Nice, les groupes qui manifestaient cherchaient soit (pour les bureaucrates syndicaux de la CGT, de la CFDT et autres) à rendre plus contraignante la misérable « Charte des droits fondamentaux » des impérialistes, soit (pour la LCR, SPEB, Rifondazione comunista, etc.) à proposer une « autre » charte alternative (« Pour des droits sociaux fondamentaux européens », 30 janvier 2000). Ces « chartes » sont au fond des revendications qui s'adressent à l'Etat capitaliste et à des institutions capitalistes, pour leur demander de défendre les droits des ouvriers. Mais une revendication comme le « droit au travail » (le plein emploi) n'est pas possible sous le système capitaliste qui a le besoin inhérent d'une « armée de réserve de chômeurs » pour aider à contenir les salaires. De même, SPEB appelle à « une Europe où

l'Homme, et plus le profit, serait au centre de la société» (*Socialisme par en bas*, décembre 2000). Mais la course aux profits est la force motrice du capitalisme! Pour satisfaire ces revendications il faut renverser le capitalisme. Alors que la LCR et SPEB alimentent les illusions dans le capitalisme, le rôle des révolutionnaires est d'«aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste».

Pouvoir ouvrier (PO), lié internationalement au groupe britannique Workers Power, a critiqué non seulement la charte de Nice, mais aussi la «charte alternative» des LCR et Cie, et ils ont parsemé leur déclaration pour Nice de quelques références à la révolution socialiste (*Pouvoir Ouvrier* n° 63, novembre 2000). Mais la déclaration de PO consiste essentiellement en une longue litanie de revendications adressées au front populaire et aux gouvernements sociaux-démocrates, pour lesquels PO/WP appellent d'ailleurs invariablement les ouvriers à voter, et qui sont précisément en train de mener la charge pour reprendre les acquis gagnés par les ouvriers dans la lutte des classes. Pour épicer un peu son programme opportuniste, PO a rajouté un peu de la phraséologie de bataille de rues du milieu anarchiste, déclarant que la tâche était «d'assiéger le sommet afin de les empêcher d'arriver à leur objectif déclaré» (tract «spécial Nice», supplément à *Pouvoir Ouvrier* n° 64). Mais même dans son incarnation «ultra-combative», la propagande de PO a une mauvaise odeur de social-chauvinisme: après Nice, un des représentants de Pouvoir ouvrier, prenant des airs d'ancien combattant des tranchées et des attaques au gaz moutarde de la Première Guerre mondiale, racontait avec enthousiasme sur le site Internet de WP comment leur tentative de briser les cordons de police à Nice «était comme "escalader le parapet" en 1914 - au pas de charge dans les nuages de gaz, jusque dans les lignes ennemies».

En fait PO est plus explicite que les réformistes pour ce qui est de défendre une «Europe» capitaliste qui transcenderait les intérêts des Etats européens séparés (PO avait refusé de voter contre le traité de Maastricht lors du référendum de 1992!) Dans une parodie de crétinisme parlementaire, PO appelle même à «une Assemblée constituante

souveraine européenne»!

Les anarchistes : des critiques de gauche mais pas de réponses

L'anarchiste italien Gianni Carrozza a publié une critique dévastatrice du livre *Tobin or not Tobin* de François Chesnais (membre du «collège scientifique» d'ATTAC) qui défend la taxe Tobin (voir *Carré rouge* n° 12, octobre 1999, ou *Temps maudits* n° 7, revue de la CNT anarchiste). Carrozza déclare à propos du caractère «éducatif» d'ATTAC: «cette "éducation" risque d'avoir des effets contraires à ceux escomptés, car elle contribue à renforcer la crédibilité de l'action des Etats, de ces mêmes Etats qui ont favorisé la mondialisation et cédé leurs pouvoirs de contrôle aux marchés, et auxquels on s'adresse à présent en leur demandant de faire marche arrière.» Ici, Carrozza rejoint ceux qui reprochent aux Etats-nations d'avoir abandonné leur pouvoir aux «multinationales». C'est un argument étrange venant d'un anarchiste, pour qui l'Etat est normalement le diable en personne.

Ce qui rend les anarchistes attirants c'est qu'ils rejettent ouvertement le crétinisme parlementaire de la «gauche» pro-gouvernement. Mais les anarchistes ne proposent aucun moyen de se débarrasser du capitalisme. En effet ils critiquent l'Etat bourgeois, mais refusent (tout comme d'ailleurs le PCF et autres réformistes... ainsi qu'ATTAC) de reconnaître que pour passer du capitalisme au socialisme il faut que les ouvriers écrasent l'Etat capitaliste et créent un Etat ouvrier, une *dictature du prolétariat*, qui réprimera la résistance contre-révolutionnaire des ex-opresseurs capitalistes. Au fond l'anarchisme repose sur une forme d'idéalisme démocratique qui en appelle, pour servir l'humanité, à une bonté innée que tout le monde aurait, y compris les impérialistes les plus rapaces qui, le jour dit, s'avoueraient vaincus et abandonneraient pacifiquement le pouvoir au peuple.

Etant donné leur suspicion vis-à-vis des «grosses» institutions, beaucoup d'anarchistes, dans la mesure où ils ont un programme à proprement parler, se tournent vers l'activisme de «base». En fait le père idéologique de l'anarchisme, Mikhaïl Bakounine, prônait l'«anarcho-commune»

Suite page 17

« Serbie : Elections made in USA »

Ce supplément de 5 pages, traduit de Workers Vanguard n° 744, 20 octobre 2000, démasque les mensonges du gouvernement sur les élections en Serbie à l'automne dernier, qui ont provoqué l'enthousiasme de la « gauche » pseudo-trotskyiste. Il documente comment la soi-disant «révolution» qui a porté Kostunica au pouvoir était complètement achetée et organisée par les USA et les autres puissances impérialistes de l'OTAN. Notre supplément montre le lien entre les «épurations ethniques» tous azimuts et la contre-révolution capitaliste dans les Balkans, que nous avons combattue de toutes nos forces. Pendant la guerre des Balkans de 1999 nous avons lutté pour la défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière, et pour la défense de la Serbie, alors que la soi-disant «extrême gauche» se rangeait derrière sa propre bourgeoisie. Nous luttons pour le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes, y compris françaises, et pour des révolutions ouvrières dans la perspective d'une fédération socialiste des Balkans.

5 Pages
2 FF

Pour toute
commande :
Le Bolchévik
BP 135-10

75463 Paris Cedex 10



Gary, Indiana, USA, 20 janvier :

Les manifestants célèbrent : « Nous avons stoppé le Ku Klux Klan ! »

Le maire remballe ses menaces d'arrestations de masse



Workers Vanguard

A la manifestation initiée par le PDC, un cortège d'ouvriers du transport du syndicat ATU, avec beaucoup d'autres, défie les autorités locales, la justice, et leurs alliés les bureaucrates dans la classe ouvrière et les prêcheurs noirs.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un communiqué de presse du Partisan Defense Committee [PDC], du 20 janvier.

Scandant «KKK, jamais de la vie! Vous n'avez pas manifesté aujourd'hui!», plus de 150 manifestants ont défilé à l'endroit même où le Klan prétendait tenir sa provocation, en face du tribunal de Lake County à Gary dans l'Indiana (USA). Répondant à l'appel du Partisan Defense Committee «Tous dans la rue pour stopper le Ku Klux Klan!», ouvriers syndiqués, Noirs, jeunes et autres sont venus. Ils bravaient la menace de Scott King, le maire démocrate de Gary, de procéder à des arrestations massives, et ils bravaient une campagne concertée de désinformation et de diversion allant du bureau du maire au Klan lui-même en passant par les prêcheurs du coin. L'appui officiel de la part des syndicats à la mobilisation dont le PDC était à l'initiative, ainsi que les déclarations de protestation de dirigeants syndicaux de la région et à travers le pays, ont retenu la main du maire et de ses flics. Le Klan n'a pas osé se montrer à Gary aujourd'hui.

William Draine, vice-président de la section locale n° 517 de Gary du syndicat des transports urbains de l'Amalgamated Transit Union (ATU), a déclaré à la presse : «Le mouvement ouvrier est beaucoup plus fort que quiconque puisse l'imaginer. Nous savons à quoi nous en tenir

avec le KKK. Je savais avec certitude qu'ils ne se montreraient pas ici aujourd'hui.» Jackie Breckenridge, le vice-président national de l'ATU, qui, avec d'autres militants syndicaux, avait envoyé une lettre au maire King pour protester contre ses menaces d'arrêter les manifestants anti-Klan, a dit à la foule : «Je suis fier d'être ici et fier de voir que tant de gens sont venus aujourd'hui pour se dresser contre la terreur raciste. Le KKK est une organisation qui doit être écrasée par tous les moyens.» Parmi les orateurs il y avait aussi Marcellus Barnes, président de la commission noire de l'ATU et membre du comité exécutif de la section locale n° 241 de l'ATU de Chicago, qui a officiellement soutenu la mobilisation.

Lors de la fête pour commémorer la victoire, qui s'est tenue dans le local de la section syndicale n° 5544 du Syndicat des sidérurgistes (USWA) pour Chicago Sud, Kevin Quirk, membre de la section locale n° 241 de l'ATU et porte-parole de la Ligue ouvrière/noire de défense sociale de Chicago, a déclaré :

«Nous avons bravé le KKK. Nous avons bravé les efforts du pouvoir, de ses flics et de ses tribunaux qui voulaient nous stopper. Nous avons bravé les efforts des prédicateurs pour nous détourner vers un rassemblement révoltant pour "l'amour et la tolérance" vis-à-vis du KKK. Nous avons bravé une campagne féroce de la part de Jack Parton, président de district de l'USWA pour diffamer le Partisan Defense

Committee qu'il traitait de violents "agitateurs extérieurs". »

Quirk poursuivait :

« Frank Little, dirigeant du Syndicat des ouvriers du monde (IWW), fut en son temps [pendant la Première Guerre mondiale] lynché dans le Montana comme "agitateur extérieur" alors qu'il venait organiser les mineurs de cuivre. Les manifestants pour les droits civiques [pendant les années 50 et 60] furent traités d'"agitateurs extérieurs" et brutalement attaqués par les flics de Bull Connor [un chef de la police en Alabama qui réprimait de façon particulièrement brutale ces manifestations pour les droits des Noirs]. Notre nombre a été diminué du fait des forces qui essayaient de nous arrêter. Mais nous avons eu le dessus aujourd'hui parce que nous nous sommes battus, contre tous les partis et agences de l'ennemi de classe, en nous basant sur la mobilisation de la puissance qu'ont les ouvriers qui ont construit ce pays. Grâce à nos efforts, nous avons stoppé les troupes de choc fascistes dont le but est une Amérique "exclusivement blanche" où les syndicats n'existent pas. »

La veille de la mobilisation anti-Klan, une lettre de protestation de Kenneth Riley, président de la section locale n° 1422 de l'International Longshoremen's Association [syndicat des dockers] à Charleston en Caroline du Sud, prévenait le maire King : « Ce serait une grave erreur que le reste du pays soit témoin d'une arrestation de masse de citoyens ordinaires protestant contre un rassemblement du Klan. Je soutiens entièrement le rassemblement anti-Klan (anti-haine) et je suivrai avec attention ce qui va se passer. » Un tel sentiment transparait aussi dans une lettre du président de la section locale du syndicat des postiers dans la Baie de San Francisco en Californie.

Le 18 janvier, le juge Moody du tribunal fédéral de Hammond appuyait la décision prise par King de ne pas autoriser le PDC à manifester. Le jour suivant, la Cour d'appel des USA tamponnait simplement le mot « refusé » sur le document par lequel le PDC faisait appel. Comme l'a déclaré Rachel Wolkenstein, conseiller juridique du PDC :

« Les efforts du maire, de la municipalité de Gary et des tribunaux fédéraux pour interdire notre mobilisation ont donné une image frappante d'une ville aux mains des patrons, dirigée avec une poigne de fer pour le compte des magnats de la sidérurgie. Ils voulaient créer une situation chaotique et dépourvue de direction, un piège pour provoquer la violence policière. Ceci était à l'opposé de ce que nous cherchions à faire : donner une expression déterminée et disciplinée à l'in-

dignation contre le Klan. »

Dans sa décision, le juge Moody affirmait que le but du PDC de rendre hommage « aux ouvriers de ce pays à qui on dénie les fruits de leur travail » était « complètement incompatible » avec une mobilisation pour stopper le KKK. Moody a souligné sa position féroce anti-ouvrière en citant un jugement passé en 1921 en faveur des magnats de la sidérurgie, qui déclarait : « Le terme "piquet" indiquait un but combatif, incompatible avec une disposition d'esprit paisible. »

Comme le disait Gene Herson, coordinateur syndical du PDC :

« Le jugement de 1921 cité par le juge Moody prouve qu'il y a un lien inébranlable entre la défense du mouvement ouvrier organisé et la lutte contre le KKK, qui a pendant longtemps fourni les troupes de choc au Sud où règne l'"open shop" (pas de syndicats). C'est cette année-là que le quartier noir de Tulsa, dans l'Oklahoma, a été rasé jusqu'aux fondations, et que des centaines de Noirs ont été assassinés par des Blancs racistes. Dans les années 20, le Klan avait des millions de membres dans ce pays. Il y avait des lynchages pratiquement tous les jours. Les syndicats étaient décimés. Les bandits capitalistes avaient le vent en poupe sous la présidence de Calvin Coolidge qui avait déclaré que "la seule chose dont l'Amérique doit s'occuper, c'est de faire des affaires". Le chef du KKK de l'Indiana, le gang le plus important de ces meurtriers racistes, était en contact direct et régulier avec Coolidge. Les patrons, les Républicains et les Démocrates qui représentent leurs intérêts, et les gangs paramilitaires fascistes comme le KKK veulent revenir à une situation comme celle-là. »

Résumant les leçons apprises grâce à la mobilisation, Ed Kartsen de la Spartacist League déclarait :

« A Washington le gouvernement républicain de Bush avec ses sympathisants sudistes, est en train d'être intronisé. Mais que le rôle joué par le maire de Gary, membre du Parti démocrate, soit une leçon à retenir. Ces gens-là ne sont pas les amis du mouvement ouvrier et des Noirs. Comme King l'a montré, ce qu'ils détestent par-dessus tout, c'est une mobilisation indépendante de la puissance ouvrière et noire. Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'avoir leur propre parti, un parti qui lutte pour déraciner ce système basé sur l'exploitation et l'oppression raciale, et pour mettre en place notre propre domination de classe. La Spartacist League est le noyau de ce parti qui mettra définitivement le Klan hors d'état de nuire. Rejoignez-nous ! » ■

Contribuez pour la solidarité internationale de classe !

Le Comité de défense sociale, organisation sœur en France du Partisan Defense Committee, a relayé ici la construction de la mobilisation victorieuse contre le Ku Klux Klan le 20 janvier à Gary. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France. Très rapidement des sections syndicales ont répondu à l'appel du CDDS à une concrète solidarité internationale de classe, en signant l'appel : « Nous soutenons et aiderons à construire une mobilisation ouvrière/noire de masse à Gary, Indiana : "Tous dans la rue pour stopper le Ku Klux Klan le 20 janvier !" »

La section CGT d'Alstom Entreprise au Havre a envoyé un texte de soutien qui déclarait :

« Ces fascistes puant la haine raciste délivrent leurs paroles par le lynchage et le meurtre. Il n'est pas tolérable qu'une telle organisation puisse tenir le pavé. Les organisations ouvrières et démocratiques se doivent d'empêcher la manifestation raciste. [...] La riposte ne peut venir des "autorités" quelles qu'elles soient mais bien de la classe ouvrière et des forces démocratiques qui ont intérêt à stopper cette politique. Le mouvement ouvrier, les syndicats américains, la population noire ont écrit plusieurs magnifiques pages de l'histoire sociale et de la solidarité internationaliste pour que le 20 janvier en soit une nouvelle illustration. »

Nous avons aussi reçu le soutien de la section syndicale SUD Créteil PFC à la Poste, une déclaration de soutien et un texte du syndicat CGT des journalistes de France 3 Côte d'Azur, ainsi qu'un texte de soutien et de solidarité du directeur du centre culturel du Théâtre de l'air nouveau de Pantin.

Dans le cadre de notre intervention dans les manifestations ouvrières du 18 janvier à Paris, nous avons diffusé l'appel à la mobilisation à Gary, et récolté des centaines de francs pour aider cette action. Une telle mobilisation coûte énormément d'argent. **Nous invitons instamment nos lecteurs à envoyer leur contribution financière au CDDS (chèques à l'ordre du CDDS, avec la mention « Gary ») à l'adresse suivante : MBE 167, 108 rue Damrémont, 75018 Paris.**

Lutte de classe...

Suite de la page 4

du bon côté, il devrait juste être plus audacieux!

Le PC, qui est partie intégrante du gouvernement de Jospin-Gayssot, allait jusqu'à applaudir le « député maire UDF de Mont-Saint-Aignan qui pense que "si l'attitude des grévistes est inadmissible, elle reste compréhensible dans un contexte difficile" » (*L'Humanité*, 10 janvier). Les lambertistes du PT avaient l'air plus radicaux quand ils disaient: « C'est le gouvernement Jospin-Gayssot qui est le grand organisateur des privatisations » (tract du 17 janvier). Mais leur réelle politique c'est une pétition, au bas du même tract, qui en appelait aux Robert, Granpierre, Bourguignon et Massion – les politiciens locaux du PS et du PC qui étaient contre la grève depuis le tout début: « C'est vous qui payez la TCAR; vous avez tout pouvoir pour décider que cesse immédiatement cette répression. » La Gauche révolutionnaire essayait d'avoir un langage « gauche » mais elle suivait la même stratégie de faire appel au maire PS: « Les responsables de la Communauté d'Agglomération Rouennaise (CAR) pourraient prendre une décision toute simple. Yvon Robert, maire de Rouen et président de la CAR pourrait retirer à Vivendi la concession des transports en commun et ainsi réintégrer les 5 grévistes » (tract du 16 janvier).

Tous les groupes locaux d'« extrême gauche » ont fait disparaître l'importante question des piquets de grève dans leurs tracts et articles, acceptant les règles des patrons selon lesquelles les ouvriers ont le « droit de grève » mais les piquets de grève – qui entravent la « liberté du travail » des jaunes – ne sont pas permis. En 1986, le dirigeant local de l'actuelle minorité dans LO avait d'ailleurs traversé un piquet de grève à Renault-CKD à Grand-Couronne, près de Rouen, le 18 septembre, et nous l'avions dénoncé dans *le Bolchévik* n° 67, octobre 1986; Lutte ouvrière avait justifié son cassage de la grève en dénonçant le piquet de grève de la CGT: « L'action de la CGT de la semaine dernière n'était faite ni pour convaincre, ni pour entraîner et unir les autres travailleurs de la zone. Elle a plutôt eu pour effet de les diviser » (*Lutte Ouvrière* n° 956, 27 septembre 1986).

Une grève n'est pas une manifestation de protestation, comme la bureaucratie syndicale voudrait le faire croire aux ouvriers. Au contraire, comme le disait Léon Trotsky, dirigeant bolchévique de la Révolution russe de 1917, au milieu des tumultueuses batailles du milieu des années 30 en France:

« La grève est en effet la forme la plus élémentaire de la lutte de classes qui combine toujours, selon des proportions diverses, les procédés "idéologiques" et les procédés physiques. [...] Au fond, le piquet est l'embryon de la milice ouvrière. Celui qui pense qu'il faut renoncer à la "lutte physique" doit renoncer tout simplement à la lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair. »

– « Où va la France », novembre 1934

Le « droit de grève » est garanti par la Constitution française, pourtant les piquets et autres actions combattives sont, selon la loi, considérés comme des moyens « d'entraver la liberté du travail » et sont illégaux. *Mais les piquets de grève, les occupations d'usine, les grèves avec occupation sont les méthodes mêmes qui font d'une grève une grève efficace!* Comme tout ouvrier qui a pris part à une grève combattive le sait parfaitement, et comme l'atteste l'histoire de la classe ouvrière française, il n'y a que les grèves qui

perdent qui sont « illégales ». De vrais piquets qui stoppent la production, voilà le moyen de consolider et étendre la grève, de convaincre les ouvriers qui hésitent à se joindre à la grève, d'organiser les ouvriers en action, et avant tout de protéger la grève contre les jaunes et les flics. C'est exactement de cette manière que la grève d'Air France a été gagnée en 1993: les grévistes ont bloqué les pistes, fermé les aéroports et résisté pied à pied contre les attaques des CRS.

Mais c'est cela que redoutent le plus les actuelles directions des différents syndicats. Que ce soit la CGT ou des syndicats généralement plus minoritaires comme SUD, parfois considéré comme plus « radical » que les syndicats « traditionnels », ou que ce soit la CFDT et FO, les syndicats, tout comme les partis de « gauche » à leur tête, ont des directions qui rejettent la perspective que la classe ouvrière prenne le pouvoir d'Etat et mette en œuvre des changements sociaux fondamentaux. Comme leur seule perspective c'est de fonctionner dans le cadre du statu quo, ils deviennent les gardiens du système capitaliste (et c'est pour cette raison que les patrons et l'Etat des patrons ont intérêt à leur donner de grosses subventions financières et des privilèges substantiels). Ils refusent donc de se battre pour défendre non seulement les intérêts économiques du prolétariat mais aussi les intérêts sociaux plus larges. Par exemple au lieu de lutter pour que les ouvriers, hommes et femmes, aient le droit de choisir leur équipe et perçoivent une compensation supplémentaire et une subvention de transport pour le travail de nuit, ils ont fait campagne contre l'abrogation de l'interdiction discriminatoire du travail de nuit des femmes, ce qui revient à accepter la morale de l'Eglise catholique, selon laquelle la nuit les femmes doivent s'occuper de leur famille.

Avec de telles directions, il n'est pas surprenant que seulement 9 % environ du prolétariat soit syndiqué en France (contre 22 % en 1970), et que la CGT, qui reste le syndicat le plus influent dans l'industrie privée, ait moins du quart des membres qu'elle avait après la Deuxième Guerre mondiale. Il faut noter qu'historiquement la syndicalisation augmente en France quand il y a d'intenses batailles sociales. Ensuite les cartes syndicales sont déchirées en masse quand ces luttes sont trahies par les directions. Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain et rejeter les syndicats à cause de leurs directions traîtres. Ce qu'il faut, c'est une nouvelle direction dans les syndicats, une direction lutte de classe. Mais, dans le combat pour construire une direction lutte de classe dans la classe ouvrière, il

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

155

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

faut faire le lien entre la lutte pour chasser les bureaucrates syndicaux traîtres et la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire. Un parti ouvrier révolutionnaire se battra pour un gouvernement ouvrier qui exproprie le capitalisme afin de mettre un terme une fois pour toutes au hideux système social qui transforme l'énorme richesse industrielle produite par la sueur et le sang de la classe ouvrière, en misère et en pauvreté.

LO et le front populaire

De toutes les organisations pseudo-trotskyistes qui ont soutenu la victoire électorale du front populaire de Jospin, Lutte ouvrière est celle qui essaie le plus sérieusement aujourd'hui de se donner l'air de prendre ses distances par rapport au gouvernement. Ce qui n'est pas surprenant étant donné que LO est experte à mesurer et à s'adapter à l'humeur de la classe ouvrière, qui est en ce moment en colère contre le gouvernement. Bien qu'ils critiquent le PC, tout ce qu'ils font en fait, c'est de supplier le PC, qui fait partie du gouvernement de front populaire, de lutter pour la classe ouvrière.

LO s'y connaît bien pour se présenter sous des jours différents ; elle peut à certains moments paraître très à gauche alors qu'à d'autres elle semble indiscernable du reste du marais du front populaire. Par exemple à Noël dernier, LO, qui était dans son mode gauche, titrait son article de première page « Le communisme, c'est combattre pour renverser le capitalisme ! » (*Lutte Ouvrière* n° 1693, 22 décembre 2000). A peine un mois plus tard, l'article de première page avait pour titre, « Levons-nous tous contre Danone... et les attaques du grand patronat ! » (*Lutte Ouvrière* n° 1697, 19 janvier), un titre que le PC ou même le PS auraient pu écrire.

Malgré tous ses airs « gauche » aujourd'hui, LO a toujours au fond pour méthodologie d'en appeler à l'Etat pour qu'il agisse positivement dans l'intérêt des ouvriers, renforçant ainsi les illusions dans le gouvernement. L'Etat n'est pas un organe neutre au-dessus des classes sociales. L'Etat bourgeois, c'est le comité exécutif des capitalistes, avec son armée pour défendre l'impérialisme français, et la police et les tribunaux pour faire appliquer l'ordre bourgeois raciste et pour défendre la propriété privée. Parmi les banderoles que LO a l'habitude de porter dans les manifestations, il y a celle qui appelle le gouvernement de front populaire à « réquisitionner les entreprises qui licencient » et à « interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit ». LO répand ainsi des illusions dans le gouvernement de front populaire. Tout en observant dans un éditorial (*Lutte Ouvrière*, 19 janvier) que « ce gouvernement qui se dit de gauche est tout autant au service de la grande bourgeoisie que la droite à qui il a succédé », LO argumente juste avant : « Mais il n'est pas vrai que ce gouvernement soit impuissant. Il pourrait prendre des mesures de rétorsion contre Danone, menacer de réquisitionner l'entreprise si ce plan était maintenu, ou à tout le moins menacer de supprimer toutes les aides de l'Etat à Danone. »

Mais on ne peut pas faire pression et pousser un gouvernement capitaliste – qu'il soit dirigé par la « gauche » ou la « droite » – à mettre en péril les profits capitalistes dans le but de répondre aux besoins de la population. Les gouvernements capitalistes ne font des concessions que lorsqu'ils sont amenés à craindre la puissance de la classe ouvrière – puissance maintenue captive par la loyauté des dirigeants ouvriers envers le front populaire. Ce qu'il faut c'est que la classe ouvrière exproprie l'industrie par la révolution



Pierre Pytkowicz

Paris, 18 janvier : manifestation LU contre les licenciements

ouvrière.

LO redécouvre soudainement le caractère de classe de l'Etat quand, cherchant à s'emparer de « responsabilités » syndicales, elle dénonce ses concurrents bureaucrates syndicaux dans le mouvement ouvrier. LO écrit : « La tendance à l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois, à la recherche de la collaboration avec le patronat, qui est l'une des caractéristiques de l'époque impérialiste, ne s'est évidemment pas atténuée ces dernières années, bien au contraire » (*Lutte de classe* n° 55, décembre 2000). On appréciera cette dénonciation à sa juste mesure, venant d'une organisation qui reçoit elle-même des subventions substantielles de la part de l'Etat capitaliste ! Pour l'année 1999, le financement de LO par l'Etat s'élevait à plus de 7 millions de francs (*Journal officiel*, 9 novembre 2000). Comme on dit, qui paie les violons choisit la musique ! Il est évident que l'on ne peut pas en même temps prôner le renversement de la bourgeoisie et recevoir de l'argent de son Etat. Pour nous, marxistes, l'indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de l'Etat bourgeois est une question de principe.

Le fait que LO soutient fondamentalement le gouvernement a été clairement démontré pendant les barrages des camionneurs qui protestaient au mois de septembre contre les prix exorbitants des carburants. Ces actions combatives étaient largement populaires parmi les travailleurs. Et non seulement en France, mais également en Grande-Bretagne, en Allemagne et ailleurs, les régimes sociaux-démocrates ont tremblé comme une feuille à l'idée que ces protestations extraparlimentaires puissent être le détonateur qui déclenche des actions du prolétariat. L'« extrême gauche » – ceux qui se font passer pour des trotskystes – s'est précipitée pour accuser les protestations des camionneurs d'être « des grèves de patrons » (voir *le Bolchévik* n° 154, automne 2000). Au fond ces groupes, en dépit de leur verbiage de « gauche », réagissent avec effroi et répugnance à toute menace contre la stabilité de « leur » gouvernement capitaliste de front populaire.

LO avait dénoncé pendant des semaines les prix élevés des carburants, mais quand les routiers ont mis en place les barrages, le titre de première page de LO disait :

«Transport routier: Un gouvernement plus compréhensif avec le patronat qu'avec les salariés» (*Lutte Ouvrière*, 8 septembre 2000). Article après article ils appelaient les artisans routiers des «patrons», ce qui était leur excuse pour maintenir les ouvriers à l'écart de ces actions. Aussi leurs appels «aux travailleurs de taper du poing sur la table» (*Lutte Ouvrière*, 15 septembre 2000), n'étaient au fond que des paroles sans conséquence en réaction à la popularité massive de cette lutte. Plus tard, une fois que les barrages avaient été levés, et que par conséquent la menace contre le gouvernement était écartée, LO, suivant la direction du PC, a mis sa position en sourdine. L'appel de LO à «s'en prendre aux profits des grandes sociétés pétrolières, mais aussi à ceux des grandes sociétés industrielles et financières» (*Lutte Ouvrière*, 22 septembre 2000), légèrement à gauche du PC qui lui ne visait que les compagnies pétrolières, n'en était pas moins une manière de revenir au cadre du parlementarisme et des supplications au gouvernement.

Pour ce qui est de sa politique électorale, LO, sentant dans quel sens le vent souffle, argumente dans *Lutte de classe* de décembre 2000, qu'«il n'était pas question pour nous de fusionner nos listes au deuxième tour avec celles de la gauche gouvernementale, ni d'appeler à voter pour elles. Il n'est pas question non plus de constituer des listes avec des mouvements ou des militants qui ne se situent pas clairement sur le terrain de la classe ouvrière et qui, d'ailleurs, n'ont aucune envie de s'afficher avec la LCR, et encore moins avec Lutte Ouvrière.» Mais au cours de leurs discussions avec la LCR juste au printemps dernier, au sujet de la possibilité d'une liste commune, ils écrivaient: «L'appel à voter pour la gauche au second tour nous paraît inacceptable dans la situation politique et sociale actuelle, sauf évidemment quelques rares exceptions où il pourrait être un duel entre la gauche et le FN» (*Lutte de classe* n°51, mai-juin 2000). Ces «exceptions» sont le prétexte que LO a utilisé pour soutenir le PS et le PC contre le FN lors des législatives de 1997. La «lutte contre la droite» et l'«anti-fascisme» sont en fait des arguments classiques de «gauche» pour soutenir les fronts populaires.

En ce moment, les capitalistes tiennent les fascistes en réserve; ils n'ont pas besoin d'eux pour l'instant car ils disposent d'un front populaire pour tenir en bride la combativité des ouvriers, mais les fascistes représentent potentiellement un danger mortel pour les syndicats et tous les opprimés. Le front populaire, loin de représenter un obstacle au fascisme, lui pave la voie en démobilisant la classe ouvrière - la seule force qui puisse arrêter les fascistes - et en discréditant le socialisme puisqu'il se prétend «socialiste» au moment même où il est en train d'imposer une austérité capitaliste brutale. La base de masse du fascisme c'est la petite-bourgeoisie ruinée. Une direction prolétarienne résolue peut gagner des couches petites-bourgeoises aux côtés de la classe ouvrière, en présentant clairement une solution socialiste à la crise du capitalisme; mais en l'absence d'une telle direction, la petite-bourgeoisie désespérée est poussée dans les bras des fascistes. Dans tous les cas, les fascistes ne sont pas des parlementaires: ce ne sont pas les élections qui les font grossir, ce sont les actions de rue extra-parlementaires des meutes racistes

contre les immigrés et la classe ouvrière. Nous luttons pour des mobilisations combatives de masse ouvrières/immigrées, basées sur la force de la classe ouvrière organisée, afin de renvoyer les fascistes dans leurs trous à rats. Mais nous savons que le racisme et le fascisme sont inhérents au capitalisme et, pour en finir avec eux une bonne fois pour toutes, il faut renverser tout le système capitaliste.

LO est considérée par certains secteurs de la classe ouvrière comme plus «à gauche» ou plus «radicale» que le PC (de récents sondages ont montré qu'Arlette Laguiller prendrait le dessus sur Robert Hue au cas où l'un et l'autre seraient candidats aux élections présidentielles de 2002). Si LO fait ouvertement campagne contre les candidats du front populaire, y compris lorsqu'ils sont opposés aux candidats du FN/MNR, les révolutionnaires pourraient envisager d'appeler au vote, encore que très critique, pour les candidats de LO aux prochaines élections municipales. Jusqu'à présent LO a évité de déclarer clairement qu'elle fera campagne contre tous les candidats du front populaire et, dans le numéro du 26 janvier de *Lutte Ouvrière*, l'éditorial d'Arlette Laguiller, qui critique le gouvernement «hypocrite», maintient implicitement l'éventualité d'un vote pour des candidats du PC au discours de gauche, sur la seule question des retraites: «Puisque dans deux mois nous serons invités à nous prononcer sur le choix des équipes municipales, profitons donc de l'occasion pour exiger des candidats qui brigueront nos suffrages, qu'ils prennent clairement position sur ce problème des retraites.»

Pour une direction révolutionnaire ! Pour la révolution ouvrière !

La soi-disant «extrême gauche», qui, quand cela compte, soutient le front populaire capitaliste, est un *obstacle* à la construction du parti révolutionnaire qui est nécessaire pour diriger le prolétariat vers la conquête du pouvoir. Ces organisations de «gauche» prétendent être pour le socialisme mais acceptent les limites de ce qui est «possible» sous le capitalisme. Leur perspective de rafistoler le système capitaliste et de se battre pour des miettes de la table des patrons accroît les illusions selon lesquelles le capitalisme peut être amené, sous la «pression des masses», à «servir le peuple». Il nous faut un parti révolutionnaire pour approfondir et fusionner les batailles des ouvriers et des couches spécialement opprimées - les femmes, les jeunes, les immigrés, les minorités ethniques - en une guerre de classe contre le capitalisme. ■

Brochure de la LTF

Lutte ouvrière, socialisme et choixes nationale

Cette brochure, publiée en 1986, contient des textes et articles sur la conception du parti d'avant-garde léniniste, ainsi que de nombreux articles du *Bolchévik* polémique contre Lutte ouvrière sur la question de la lutte contre le fascisme et l'oppression raciste, ainsi que la question de la défense militaire inconditionnelle de l'URSS.

20FF (76 pages)

Commande : Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Europe ouvrière...

Suite de la page 11

comme modèle de la société anarchiste de l'avenir. Elle était basée sur une décentralisation poussée à l'extrême et sur l'autosuffisance tant au niveau économique que politique. Bien que cela puisse paraître « démocratique » à première vue, qu'est-ce que cela signifierait pour les masses appauvries du tiers-monde dont le sort terrible est ce qui motive beaucoup de jeunes idéalistes à se tourner vers le milieu « antimondialisation » ? Voudraient-ils que les habitants du XVI^e arrondissement de Paris disposent « démocratiquement » des richesses qu'ils ont amassées en partie en pillant le monde colonial pendant plusieurs siècles, alors que les « anarcho-communes » de villages africains en détresse discutent de comment partager leur misère ? La seule solution pour les masses du tiers-monde c'est la révolution socialiste internationale qui mènera à une économie socialisée et planifiée internationalement avec un gouvernement politique central, au moins pendant la période de transition vers une société communiste sans classes, basée sur l'abondance matérielle pour tout le monde.

A bas le chauvinisme anti-américain ! L'ennemi principal est dans notre propre pays !

L'action du 7 décembre à Nice pour stopper le sommet européen faisait suite à la manifestation « antimondialisation » contre l'OMC l'année dernière, ainsi qu'aux manifestations qui ont eu lieu ensuite contre le FMI et la Banque mondiale à Washington et à Prague. La jeunesse radicalisée attirée par ces actions veut combattre la situation abominable créée par le capitalisme de « libre marché » partout dans le monde. Mais les organisateurs de ces actions cherchent à détourner cette volonté de se mobiliser et cette soif de justice sociale vers des appels chauvins à leurs propres bourgeoisies impérialistes. Ils se réclament de l'« esprit de Seattle » aux Etats-Unis, où ont eu lieu des manifestations dont la perspective centrale consistait à demander au gouvernement américain d'imposer des normes « humaines » de droit du travail au monde entier. Le ton politique dominant de ces manifestations c'était le protectionnisme chauvin, et l'hostilité anticommuniste contre la Chine, des pontes syndicaux de l'AFL-CIO.

A Nice, les groupes de la soi-disant gauche européenne demandaient aux gouvernements travaillistes et sociaux-démocrates, qu'ils soutiennent loyalement, de construire une Europe *capitaliste* plus « humaine » et plus « sociale ». Ceci s'accorde très bien avec la politique des dirigeants d'ATTAC, qui cherchent à pousser l'impérialisme français à ce que l'Union européenne résiste davantage au modèle « néolibéral » imposé par les Etats-Unis. Le président d'ATTAC, Bernard Cassen, a édicté « dix commandements de la préférence citoyenne » (*le Monde diplomatique*, mai 1998) qui suintaient le chauvinisme anti-américain par tous les pores :

« Pourquoi un gouvernement européen ou asiatique ne demanderait-il pas que l'ONU déménage de New York, et le FMI et la Banque mondiale (à supposer qu'il faille les conserver), de Washington ? [...] Une Union européenne refondée dispose de la puissance et de la légitimité nécessaires à la promotion de telles mesures. »

L'impérialisme américain est certes la puissance mondiale dominante, qui cherche à asseoir brutalement sa domination sur le tiers-monde contre ses rivaux européens et

japonais, et à détruire les acquis restants des révolutions sociales qui ont détruit le capitalisme en Chine, au Vietnam, à Cuba et en Corée du Nord. Mais l'idée qu'on puisse faire pression sur les puissances impérialistes européennes pour garantir les « droits de l'Homme » n'est que vil social-patriotisme. Quid de l'histoire infâme du colonialisme français en Algérie et en Indochine, assis sur des monceaux de cadavres ? Cette histoire coloniale sanglante se prolonge aujourd'hui dans la répression dans les colonies restantes de l'impérialisme français, et dans la terreur raciste en France même, contre les travailleurs immigrés et leur famille, qui sont souvent d'anciens esclaves coloniaux. Quid de l'histoire infâme de l'impérialisme britannique en Irlande, dans le sous-continent indien, en Afrique et au Moyen-Orient ; de l'holocauste des Juifs, des Roms (tsiganes), des prisonniers de guerre soviétiques et d'autres groupes par les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale ; des Hollandais en Indonésie et des Belges, des Portugais et des Italiens en Afrique ?

L'Union européenne, qui était jadis un simple appendice diplomatique à l'alliance antisoviétique de l'OTAN, représente aujourd'hui un compromis instable des priorités économiques, militaires et politiques des capitalistes européens, qui reconnaissent la nécessité d'un certain niveau de collaboration afin de concurrencer l'économie américaine, beaucoup plus puissante. La façon dont les réformistes et les centristes présentent l'UE est une caricature du social-démocrate allemand Karl Kautsky, qui prétendait que le système capitaliste pouvait transcender les crises économiques et les guerres à répétition par une coopération « ultra-impérialiste » pacifique entre Etats capitalistes. Deux guerres mondiales, des aventures militaires néo-coloniales impérialistes sans nombre et l'escalade de la guerre commerciale à laquelle nous assistons aujourd'hui démontrent que c'est un mensonge.

L'impérialisme n'est pas une *politique* qui peut être infléchie dans un sens plus bienveillant par des pressions de masse. C'est, pour reprendre la formule de Lénine, dirigeant du Parti bolchévique et de la révolution d'Octobre 1917, le « stade suprême du capitalisme ». Lénine, écrivant en plein milieu du carnage interimpérialiste de la Première Guerre mondiale, dénonçait l'idée d'un « super-Etat » capitaliste européen : « Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des

Marxisme
contre
Anarchisme
De 1848 à la
Révolution bolchévique

Collection d'articles du
Bolchéviek consacrés à
l'anarchisme

20 F
(7 numéros)

- Les origines de l'anarchisme
- Mikhaïl Bakounine : le fondateur de l'anarchisme
- La bataille dans la Première Internationale
- Anarchisme et syndicalisme à la veille de la Première Guerre mondiale
- Les syndicalistes
- 1914-1918 : La guerre impérialiste et le réalignement de la gauche
- L'Octobre rouge et la création de l'Internationale communiste

Commande : écrire à l'adresse du journal

capitales et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires» («*A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*», août 1915).

Aujourd'hui en Europe, l'«*extrême*» gauche joue de plus en plus le rôle de porte-parole des intérêts de sa propre bourgeoisie impérialiste contre Washington. Dans tous les pays d'Europe, elle a soutenu les machinations de son propre impérialisme pendant la guerre des Balkans et plus récemment les élections patronnées par l'impérialisme en Serbie; en ce qui concerne la Palestine tous ces groupes ont appelé leur propre bourgeoisie à intervenir (voir notre article page 24). La prostration idéologique de la pseudo-gauche devant l'impérialisme est la répercussion de ses longues années de soutien à l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique, au nom de la «*démocratie*» et des «*droits de l'Homme*».

Les critiques «*gauches*» de LO sur la «*mondialisation*»

Avant la manifestation des syndicats à Nice le 6 décembre (où elle avait une présence symbolique), Lutte ouvrière s'était soigneusement tenue à l'écart des mobilisations «*antimondialisation*». Lutte ouvrière critique certains aspects de l'anti-américanisme de ce mouvement, faisant la remarque évidente qu'ici les ouvriers sont exploités par la bourgeoisie française et le gouvernement de Jospin, par exemple dans sa brochure sur la «*mondialisation*» (exposé du Cercle Léon Trotsky, 25 février 2000). Cette brochure de 51 pages fait des analyses souvent correctes sur le rôle du capital financier qui affame les masses des pays pauvres; mais on peut noter que dans cette brochure, LO – qui l'année dernière s'est à grand bruit réclamée soi-disant de la tradition de la révolution d'Octobre 1917, contre les attaques explicites de la LCR contre les bolchéviks – ne mentionne même pas la destruction du capitalisme en Russie! Pourtant les bolchéviks victorieux ont sorti la Russie de la Première Guerre mondiale, publié les traités secrets par lesquels les impérialistes s'étaient partagé le reste du monde, et montré la voie à suivre pour détruire l'impérialisme au niveau mondial. L'Etat ouvrier, même sous sa dégénérescence stalinienne, a été capable d'industrialiser rapidement ce pays arriéré et de mettre un minimum vital à la disposition de tous les travailleurs. Certes l'économie soviétique n'était pas immunisée contre les pressions du marché mondial, mais l'économie collectivisée n'a pas souffert de l'impact dévastateur du krach de 1929, parce qu'elle n'avait pas pour moteur la recherche du profit.

De même, la brochure de LO n'a rien à dire sur la guerre froide que les impérialistes ont menée pendant plus de 50 ans pour détruire l'URSS (une omission logique, étant donné que LO à ce jour refuse de reconnaître que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a été finalement détruit par la contre-révolution capitaliste d'Eltsine). LO, pavant la voie à la contre-révolution au nom de l'«*antistalinisme*», a marché (bien qu'en général de façon moins enthousiaste que la LCR par exemple) dans les croisades impérialistes de guerre froide, tant celle des intégristes en Afghanistan que de Solidarność en Pologne ou de la réunification capitaliste de l'Allemagne (voir «*LO, la LCR et la question russe*», *le Bolchévik* n° 153, été 2000).

Faire bloc avec l'impérialisme «*démocratique*» contre l'URSS est une trahison des principes de Trotsky, qui avait

écrit en 1937:

«*Staline renversé par les travailleurs: c'est un grand pas en avant vers le socialisme. Staline éliminé par les impérialistes: c'est la contre-révolution qui triomphe. Tel est le sens précis de notre défense de l'URSS.*»

– reproduit dans *Défense du marxisme*

Aujourd'hui LO, qui prétend être pour la révolution ouvrière, reste à l'écart de la lutte pour la défense des conquêtes prolétariennes des Etats ouvriers déformés restants, là où le capitalisme a été détruit. En guise d'excuse LO avance l'«*analyse*» bien commode selon laquelle la Chine et les autres Etats ouvriers déformés restants ne sont pas des Etats ouvriers du tout, mais qu'ils sont bourgeois.

En 51 pages, la brochure de LO ne dit pratiquement rien sur *la guerre impérialiste*! L'opposition de LO au pillage impérialiste du tiers-monde est abstraite et divorcée de la sanglante réalité. L'impact de la guerre du Vietnam sur l'économie américaine est évoqué, mais à part cela aucune mention des bourgeoisies française et internationales qui ont mené des campagnes militaires sanglantes depuis l'Algérie en 1954-1962 jusqu'aux Balkans, en passant par l'Irak. LO ne fait aucune allusion au fait dégoûtant que les sociaux-démocrates, y compris les stalinien, soutiennent les appétits prédateurs de leur propre bourgeoisie. Cela correspond d'ailleurs au refus de LO de prendre position pour la *défaite* de sa propre bourgeoisie, par exemple dans la guerre des Balkans.

La brochure de LO, qui prétend se faire le champion du «*programme du communisme révolutionnaire*» est dépourvue d'un quelconque programme, et ce qui s'y trouve est certainement tout sauf communiste. La seule revendication soulevée est «*la transparence*» et «*l'ouverture des livres de compte*»:

«*Oui, lorsque la classe ouvrière retrouvera la conscience de sa force, sa combativité, et lorsqu'elle sera en situation de changer le rapport de forces par ses moyens de classe, par les manifestations, par les grèves, il faudra qu'elle impose la transparence sur le fonctionnement des grandes entreprises capitalistes, là où elle est présente. [...] Il faudra que la force collective des travailleurs oblige ces entreprises à consacrer les profits accumulés en priorité à ce qui est utile pour la société, à commencer par l'éradication du chômage, plutôt qu'à spéculer.*»

Ceci n'est guère différent d'ATTAC et Cie qui demandent au système d'«*aider les citoyens*». LO, tout en argumentant de façon abstraite qu'il est nécessaire que la classe ouvrière détruise le capitalisme, passe totalement sous silence la question de ce qui *empêche* les travailleurs de mener la lutte jusqu'au bout contre leurs propres exploités: les dirigeants traîtres du prolétariat, avec leur loyauté au gouvernement de Jospin-Gayssot-Voynet. Et, pourrait-on ajouter, les groupes comme LO dont le refrain sempiternel est de faire pression sur le gouvernement (pour lequel ils avaient voté, «*contre le FN*»), et sur le PC tout spécialement.

LO, tout comme la LCR, SPEB, ATTAC, etc., ne se bat que pour une forteresse Europe réformée. Au fond, tous ces groupes n'ont aucun espoir de gagner la classe ouvrière à la conscience révolutionnaire et cherchent au lieu de cela à faire pression sur le gouvernement capitaliste de front populaire pour «*défendre*» les intérêts des ouvriers et des opprimés. Notre programme est tout autre. La Ligue trotskyste de France se bat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique. Aux côtés de nos camarades en Europe, aux USA et dans le reste du monde, nous travaillons à reforger la Quatrième Internationale de Léon Trotsky, pour diriger la lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier. ■

Israël...

Suite de la page 24

de la Palestine (OLP), Itzhak Rabin, le Premier ministre travailliste, a accéléré le développement de la colonisation et la construction d'autoroutes « stratégiques » traçant les frontières des régions palestiniennes. Gaza était entouré de barbelés électriques qui rappelaient les murs construits autour des ghettos juifs dans l'Europe occupée par les nazis. Les capitalistes israéliens ont commencé à importer des dizaines de milliers d'immigrés « illégaux » d'Asie du Sud-Est et d'Europe de l'Est pour faire les boulots durs et mal payés autrefois réservés aux journaliers arabes.

Il faut absolument que les travailleurs et les opprimés dans le monde se rallient à la défense des Palestiniens. Depuis le début de l'« Intifada d'al-Aqsa » en septembre dernier, des centaines de Palestiniens ont été tués, dont beaucoup d'enfants avec une balle dans la tête ou dans la poitrine. Barak a déclaré que « si nous pensions qu'avec 2000 morts palestiniens au lieu des 200 actuellement nous réglerions quoi que ce soit, nous agirions dans ce sens » (*L'Humanité*, 17 novembre 2000). Le gouvernement sioniste est entièrement capable de perpétrer un massacre de Palestiniens à l'échelle d'un véritable génocide. **Défense du peuple palestinien ! Troupes, colons israéliens, hors de tous les territoires occupés !**

Impérialistes : bas les pattes devant le Moyen-Orient !

Alors que la jeunesse palestinienne tout juste armée de cailloux et de lance-pierres affronte la force meurtrière de l'armée sanguinaire d'Israël, des manifestants palestiniens désespérés à la fois au Moyen-Orient et dans la diaspora font appel à « une intervention internationale » pour protéger la population des territoires occupés face à la machine à tuer sioniste. Maintenant Arafat en appelle explicitement aux Nations Unies pour qu'elles envoient une force de « maintien de la paix » de 2000 soldats, une revendication qui a été lancée lors d'une manifestation de solidarité avec les Palestiniens de dizaines de milliers de personnes à Rome le 11 novembre 2000. En France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Alain Krivine s'en est faite l'écho, son comité central adoptant une résolution appelant à « une bataille politique en direction de l'Union européenne et du gouvernement français, afin qu'ils répondent positivement aux demandes pressantes du mouvement national palestinien » (*Rouge*, 7 décembre 2000). De même, Socialisme par en bas (SPEB), affilié au Socialist Workers Party (SWP) britannique de feu Tony Cliff, a cosigné un tract pour la manif du 28 octobre 2000 à Paris contenant l'appel suivant : « Nous demandons aux gouvernements français et européens d'adopter des sanctions significatives à l'encontre de l'Etat d'Israël en rompant toute coopération militaire, universitaire, culturelle, technologique et économique. Et à l'Union Européenne de rompre l'accord d'Association qui la lie à l'Etat d'Israël. »

Ceci est un appel à une intervention de ces mêmes impérialistes français (et britanniques) qui déclenchèrent une guerre en alliance avec l'Etat d'Israël contre l'Egypte de Nasser en 1956 dans l'objectif d'annuler la nationalisation du canal de Suez. A l'époque, les Etats-Unis s'étaient opposés à l'invasion franco-britannique en affirmant leur rôle de première puissance impérialiste dans le Moyen-Orient (et ses immenses ressources pétrolières) contre les anciens

maîtres coloniaux. Maintenant, face à la résurgence des rivalités impérialistes, SPEB et la LCR se rangent derrière leur « propre » gouvernement capitaliste, sous la forme du front populaire du Premier ministre socialiste Lionel Jospin qu'ils soutiennent, contre les Etats-Unis.

Ceci était clair pendant la guerre contre la Serbie l'année dernière, tandis que la LCR reprenait le cri de guerre impérialiste du « pauvre petit Kosovo » et son bureau politique appelait à une « alternative » à la guerre aérienne dirigée par les Etats-Unis sous la forme de sanctions impérialistes : « Il y avait d'autres moyens d'agir si on voulait vraiment contraindre le régime de Belgrade à rendre sa liberté au Kosovo : les grandes puissances ont de tels moyens qu'elles auraient, si elles le voulaient, la possibilité d'imposer



AP

Forces de « maintien de la paix » de l'ONU au Liban. Non à une intervention impérialiste de l'ONU en Palestine !

efficacement des pressions économiques et un blocus militaire du régime de Belgrade » (*Rouge*, 1^{er} avril 1999). Le même numéro de *Rouge* publiait un « appel de personnalités » cosigné par Daniel Bensaïd, dirigeant de la LCR, dont l'exigence la plus importante était pour une intervention militaire dirigée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dominée par l'Europe en opposition à l'alliance de l'OTAN dominée par les Etats-Unis : « L'Otan n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire. » En Grande-Bretagne Alex Callinicos du SWP signait une déclaration similaire.

L'organisation réformiste Lutte ouvrière en France paraît plus à gauche quand elle écrit : « Le drame pour les masses palestiniennes, c'est qu'aucun parti ne se bat dans la perspective d'unir le combat de tous les exploités du Moyen-Orient, Israéliens compris, et que leurs révoltes, pour légitimes qu'elles soient, puissent être canalisées vers l'impasse du nationalisme réactionnaire ou de l'intégrisme religieux » (*Lutte Ouvrière* n° 1683, 13 octobre 2000). Deux numéros plus tard, LO ajoutait :

« Plus que jamais, ce dont ont besoin les masses palestiniennes qui aujourd'hui se battent, mais aussi les masses des autres Etats arabes soumises à des dictatures, mais aussi la population travailleuse d'Israël à qui ses dirigeants ne proposent rien d'autre que de mener éternellement une guerre sans issue,

c'est d'une politique révolutionnaire prolétarienne et internationaliste, la seule qui puisse unir un jour tous les exploités de la région contre les différentes bourgeoisies, israélienne et arabes, et contre l'impérialisme qui se sert de tous leurs conflits pour dominer la région.»

— *Lutte Ouvrière*, 27 octobre 2000

Mais qu'est-ce que «la politique révolutionnaire prolétarienne et internationaliste» de LO? Ils font la distinction entre le chauvinisme sioniste et le nationalisme des opprimés, mais nulle part ils n'avancent l'appel internationaliste élémentaire à défendre le peuple palestinien contre la terreur sioniste, pas plus qu'ils n'appellent au retrait immédiat de toutes les troupes et des colons israéliens de tous les territoires occupés. En France, il y a quelques années, LO s'était cachée derrière la feuille de vigne d'une opposition à l'intégrisme islamique pour se ranger derrière la croisade raciste française pour expulser de l'école des jeunes filles maghrébines qui portaient un foulard islamique. Il s'agissait là d'une capitulation flagrante à la bourgeoisie française, qui se trouve être bien plus proche de LO que les bourgeoisies israélienne et arabes! Aujourd'hui, même si LO n'est pas aussi ouverte dans son journal que la LCR ou SPEB, elle fait allusion avec une timidité feinte à la nécessité d'une intervention française au Proche-Orient, en fulminant de façon répétée contre l'«hypocrisie» impérialiste. Par exemple, *Lutte Ouvrière* n° 1682 (6 octobre 2000) entonne: «Quant aux impérialistes, certains, comme Chirac, ont le verbe haut mais tous ont le geste bas. Aucun n'a, par exemple, menacé Israël de rétorsions économiques au cas où ce pays continuerait sa politique de violence à l'encontre des Palestiniens.» Mais en fin de compte, après avoir boycotté plusieurs manifestations parisiennes, LO figurait parmi les signataires de l'appel aux manifestations du 29 novembre exigeant «des dirigeants de l'Union européenne et des autorités françaises qui en assurent la présidence, qu'elles exercent la pression maximale sur le gouvernement israélien, tant que ce dernier continuera à violer le droit international et les résolutions de l'ONU» (*le Monde*, 23 novembre 2000).

De même, maintenant, ces militants de la pseudo-gauche tentent de promouvoir les ambitions des impérialistes de l'Union européenne (UE) contre leur rival américain au Proche-Orient. La France s'irrite depuis longtemps du rôle dominant de Washington au Proche-Orient; elle a cherché il y a quelques années à s'immiscer comme force de «maintien de la paix» plus favorable à Arafat. De manière plus significative, la France s'oppose maintenant ouvertement aux exigences des Etats-Unis de poursuivre l'embargo de l'ONU contre l'Irak; elle a contribué à imposer cet embargo en 1990 à la veille de la guerre impérialiste de terreur contre ce pays semi-colonial, une guerre dont elle était entièrement partie prenante. Ainsi, Paris a autorisé un vol vers Bagdad il y a quelques mois, défiant l'embargo de l'ONU. Inutile de dire que ça ne venait pas d'«un souci humanitaire» pour le sort du peuple irakien. Au contraire, comme le faisait remarquer le *New York Times* (23 septembre 2000), «la France a des intérêts considérables dans l'industrie pétrolière en Irak». Nous sommes contre toute intervention impérialiste, qu'elle soit militaire ou sous forme de sanctions économiques, au Proche-Orient et partout ailleurs.

Israël et son protecteur impérialiste américain n'ont aucune intention d'autoriser une intervention de l'ONU. Mais les militants palestiniens ne doivent avoir aucune illusion

dans l'appel cynique d'Arafat à cet instrument des bandits et bouchers impérialistes. De même, en 1982, face aux bombardements aériens incessants d'Israël sur Beyrouth, Arafat supplia les impérialistes d'intervenir pour protéger les réfugiés palestiniens et les combattants de l'OLP au Liban. Les troupes de «maintien de la paix» américaines, françaises et italiennes pénétrèrent au Liban afin de désarmer les militants de l'OLP, supervisant le transfert de beau-



AFF

Les accords de «paix» d'Oslo ont institué des ghettos entourés de murs où l'AP d'Arafat fait la police.

coup d'entre eux en Tunisie. Les combattants de l'OLP n'étant plus là, les troupes israéliennes encerclèrent les camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth Ouest en septembre 1982, et le ministre de la défense israélienne Ariel Sharon lâcha les bandes fascistes de chrétiens libanais qui massacrèrent, violèrent et torturèrent au cours d'une orgie qui dura 36 heures. Plus de deux mille personnes, principalement des femmes, des enfants et des vieillards furent abattus à bout portant. Pendant les onze années qui suivirent, Arafat se réfugia à Tunis, retournant à Gaza après avoir signé les accords de «paix» patronnés par les Etats-Unis en 1993, ce qui transforma l'OLP en force faisant respecter l'occupation israélienne.

Ce fut l'ONU qui supervisa la partition de la Palestine en 1948 sous le colonialisme britannique, donnant le feu vert à l'expulsion forcée sioniste («nettoyage ethnique») de centaines de milliers de Palestiniens dont les enfants et petits-enfants continuent à vivre dans de sordides camps de réfugiés dans tout le Proche-Orient. Aujourd'hui l'ONU couvre de son autorité l'embargo qui continue d'affamer et qui a coûté la vie à un million et demi d'Irakiens. **Toutes les troupes impérialistes hors du Proche-Orient! A bas le bombardement et le blocus de l'Irak!**

L'Etat sioniste d'Israël a été fondé sur la terreur contre les Palestiniens

La «solution finale», le génocide potentiel, que le gouvernement israélien a en réserve pour les Arabes palestiniens dépossédés souligne le caractère chauvin inhérent à l'Etat sioniste, fondé sur la répression brutale des droits nationaux des Palestiniens. Pendant la «guerre d'indépendance» de 1948, 800 000 Arabes furent chassés de Palestine, leurs terres volées, leurs maisons détruites, leurs vies détruites; ils furent recasés dans des camps de réfugiés

sordides dans toute la région, et c'est là que leurs enfants et leurs petits-enfants sont nés et vivent encore aujourd'hui. Seuls 150 000 d'entre eux restent en Israël. Dans des villes comme Jérusalem et Haïfa, la population palestinienne passa de plus de 70 000 à 3 000 à peine.

Aux membres de la nation palestinienne qui vivent encore à l'intérieur des frontières de 1948 et qui se chiffrent aujourd'hui à un million, on a accordé en principe la «citoyenneté» israélienne tout en les cantonnant dans des villages exclusivement arabes, qui n'ont souvent même pas d'égouts, et qui sont situés dans trois endroits du pays, restés sous commandement militaire jusqu'en 1966. Aujourd'hui, 8 % seulement des Arabes israéliens vivent dans des villes mixtes comme Haïfa et Tel-Aviv. Au fil des années, quelque 80 % des terres qui étaient restées aux mains des Arabes ont été expropriées par le régime sioniste. En 1976 il y eut une grève générale contre ces confiscations de terres et elle déboucha sur le massacre de six Arabes israéliens par la police, que les Palestiniens commémorent chaque année, la Journée de la terre.

Ces «citoyens» palestiniens n'ont pas le droit d'entrer dans l'armée et jusqu'en 1960 ne pouvaient pas non plus appartenir à l'Histadrout, la confédération «syndicale» fondée sur le principe d'un mouvement ouvrier exclusivement hébreu ; ils n'avaient donc pas accès à toute une série d'avantages sociaux et étaient exclus de toute une série d'emplois. Beaucoup de ceux qui ont du travail ont des emplois sans qualification dans le bâtiment, dans les services ou l'agriculture ; de même pour les journalistes venant des territoires occupés, et, de plus en plus, des immigrés sans papiers. C'est cette situation, ainsi que la solidarité nationale avec leurs compatriotes sous occupation israélienne, qui, ces derniers temps, a conduit les Arabes israéliens à se soulever.

La situation dans les territoires occupés est bien pire. Le revenu annuel moyen est tombé de 2 500 dollars en 1987 à 1 500 dollars (comparé à 17 000 dollars en Israël). Et il y a 40 % de chômeurs. Grâce au processus de paix, écrit Amira Haatz, correspondant du quotidien israélien *Ha'aretz* (18 octobre 2000), Israël a pu «doubler le nombre de colons en dix ans, agrandir les implantations et continuer sa politique discriminatoire de réduire les quotas d'accès à l'eau pour trois millions de Palestiniens ; empêcher le développement palestinien dans la plus grande partie de la Cisjordanie et enfermer une nation tout entière dans des territoires restreints, les enfermant à l'intérieur d'un réseau routier que seuls les Juifs peuvent utiliser».

«Transférer» de force tous les Arabes des territoires occupés et même peut-être ceux d'Israël, c'est depuis longtemps le cri de guerre de la droite sioniste. Mais cela prend son origine avec les pères fondateurs du sionisme. Joseph Weitz, qui était à la tête de l'Agence juive pour la colonisation, écrivait en 1940 : «Entre nous, il faut dire clairement qu'il n'y a pas de place pour les deux peuples dans le pays. [...] Et il n'y a pas d'autre solution que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins. De les transférer tous. Il ne doit pas rester un seul village, une seule tribu» (cité dans l'introduction à *Israël un Etat colonial ?* de Maxime Rodinson [1973]).

Sous le capitalisme il n'y a pas de «place» pour deux peuples dans ce petit pays. Pour respecter les droits nationaux du peuple palestinien opprimé – sans dénier au peuple de langue hébraïque le droit à l'existence nationale – l'Etat-garnison sioniste doit être détruit de l'intérieur par une

révolution des ouvriers arabes et hébreux. Il n'y a que dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient que le droit à l'autodétermination nationale du peuple palestinien et du peuple de langue hébraïque ainsi que de nombreuses autres populations minoritaires de la région puisse être équitablement mis en pratique.

A bas la réaction anti-islamique ! A bas la réaction antisémite !

Cette vérité élémentaire, que la plus grande partie de la gauche opportuniste refuse d'admettre, le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO, représenté en France par la Gauche révolutionnaire) pseudo-trotskyiste le reconnaît en principe dans une déclaration en octobre 2000 sur le web de son groupe israélien Maavak Sozialisti (Lutte socialiste), qui affirme en ce qui concerne Israël «l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes fondamentaux tels que la question nationale». Cette déclaration dit :

«Une direction socialiste des Palestiniens d'Israël pourrait lancer un appel aux travailleurs juifs pour une lutte commune pour le renversement du gouvernement Barak, du système capitaliste [...]. Cela pourrait être mis en place, car en Israël les capitalistes et leurs serviteurs au gouvernement attaquent sans cesse la jeunesse et les travailleurs, par le biais des privatisations, du chômage, des attaques sur les salaires et les conditions de travail, et le démantèlement des services publics.»

Il est vrai que le prolétariat de langue hébraïque est tout autant exploité par sa «propre» bourgeoisie que le sont les ouvriers ailleurs. Ces dernières années il y a eu une série de grèves et de manifestations combatives contre l'austérité et les privatisations. Les Israéliens laïcs sont étouffés par un Etat semi-théocratique où des questions élémentaires comme le mariage et le divorce dépendent du bon vouloir de rabbins ultra-orthodoxes. L'élite ashkénaze (originaire d'Europe) domine la population juive séfarade (du Proche-Orient et du Maghreb) dont beaucoup vivent dans des conditions de pauvreté qui ne sont guère meilleures que celles des Arabes israéliens.

Mais l'unité de classe des ouvriers arabes et hébreux ne pourra pas se faire sur une base économiste et réformiste comme semble le penser le CIO. La déclaration du CIO représente une capitulation flagrante au «travaillisme» sioniste. La déclaration ne réclame même pas sans ambiguïté la défense du peuple palestinien contre la terreur sioniste et le retrait de toutes les troupes et des colons israéliens des territoires occupés, ne demandant que «le retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, Hébron et Bethléhem». C'est ignoble, mais ce n'est pas surprenant : le Parti socialiste de Peter Taaffe en Grande-Bretagne (le pilier du CIO) est connu pour refuser d'appeler au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord et pour sa capitulation devant la réaction loyaliste anticatholique. Il fournit même régulièrement une tribune à un tueur loyaliste fascisant. (Les partisans en France du CIO ont publié dans *l'Egalité* du mois de janvier la déclaration de leurs camarades israéliens, mais ils ont falsifié la traduction en écrivant «Pour le retrait immédiat de l'armée israélienne des territoires palestiniens».)

Visitez le site Web de la LCI
www.icl-fi.org



Mordechai Vanunu, un Juif séfarade pro-palestinien, a été enlevé en 1986 par le Mossad pour avoir révélé au monde qu'Israël a construit 200 bombes atomiques. Il est en prison depuis. Liberté pour Vanunu!

De son côté, Pouvoir ouvrier (PO) nie la nécessité de l'unité de classe entre Arabes et Hébreux. Tout en se réclamant pour la forme de la lutte pour une «révolution ouvrière en Israël et dans les pays arabes» et une «fédération socialiste du Moyen Orient» (*Pouvoir Ouvrier*, décembre 2000), ils réclament aussi une Palestine «démocratique et laïque» – ce qui était pendant des dizaines d'années le slogan de l'OLP d'Arafat pour une Palestine *capitaliste*. Tout en se donnant une couverture en citant des cas où des groupes de Juifs israéliens défendaient des Palestiniens (*Pouvoir Ouvrier*, novembre 2000), au fond PO ne voit pas la possibilité de faire appel à la classe ouvrière juive pour qu'elle s'oppose au pouvoir sioniste ; ils appellent à des actions de la part seulement des travailleurs arabes : «Dans les territoires occupés et en Israël, les travailleurs arabes doivent déclarer une grève générale afin d'appuyer l'Intifada et commencer à faire pression sur l'Etat sioniste» (*Pouvoir Ouvrier*, décembre 2000).

Il est vrai que les ouvriers de langue hébraïque, et en premier lieu les Juifs séfarades, qui constituent la base des partis religieux et de droite, sont bourrés de chauvinisme anti-palestinien, et cela n'a fait que s'intensifier lors des événements récents. Pour les gagner à la lutte de classe révolutionnaire contre les exploiters israéliens il faut briser l'étau du sionisme et les gagner à la défense internationaliste du peuple palestinien. De leur côté, les ouvriers et jeunes palestiniens combattifs, qui défient courageusement l'énorme machine militaire sioniste, doivent rompre avec le nationalisme palestinien petit-bourgeois et l'intégrisme islamiste et antisémite comme le Hamas, qui sont les ennemis mortels des femmes et des ouvriers arabes.

L'opposition intransigeante à toute manifestation de chauvinisme national, de haine religieuse ou raciale est une condition préalable à toute stratégie révolutionnaire. Ainsi nous condamnons les mots d'ordre antisémites qui étaient marquants dans certaines manifestations de solidarité avec la Palestine en France et dans les pays arabes, et nous condamnons encore plus fortement la vague d'attaques abjectes contre des synagogues et des Juifs en France, dont

certaines pourraient bien être l'œuvre de fascistes locaux. De telles attaques ne servent qu'à pousser l'ensemble des Juifs encore plus dans les bras du gouvernement sioniste sanguinaire.

En France, le gouvernement a lancé une campagne obscène soi-disant «contre l'antisémitisme» et «en défense des Juifs». Si cette campagne visait à aider la bourgeoisie française à concurrencer les Etats-Unis en tant qu'«amie d'Israël» (même si la France a d'autres intérêts par ailleurs dans la région), elle avait surtout pour objectif de faire taire la solidarité avec les masses palestiniennes que ressent la très importante population d'origine maghrébine et arabe en France. Avec cela le gouvernement tirait prétexte d'attaques isolées contre des Juifs pour intensifier sa guerre permanente en France contre les Maghrébins opprimés. La menace de Jospin était claire : «En France, nous n'avons pas à importer les passions du Proche-Orient. Parlons d'abord de citoyens avant de parler de communautés. Quand nous parlons de communautés, n'oublions pas de parler par-dessus tout cela de communauté nationale. Tous les actes antisémites seront fermement combattus» (*le*

Monde, 21 octobre 2000). Quel comble d'hypocrisie, venant de l'Etat représentant la continuité du régime vichyste de collaborateurs avec les nazis, comme feu François Mitterrand et son partenaire en répression pendant la Guerre d'Algérie, Maurice Papon ! Ces gens-là n'ont jamais considéré les travailleurs et les jeunes d'origine maghrébine comme des «citoyens» français, et la prétendue «lutte contre l'antisémitisme» n'est rien d'autre qu'une justification pour renforcer la répression dans les banlieues contre les personnes, surtout les jeunes, d'origine maghrébine.

Ainsi, alors qu'Enrico Macias, un chanteur juif pied-noir, devait donner le 26 novembre 2000 un concert à Roubaix, dans le Nord de la France, un collectif pro-palestinien appelait à une manifestation devant la salle de concert. Loin d'exprimer l'antisémitisme, les personnes rassemblées, y compris un grand nombre de jeunes d'origine maghrébine et arabe, protestaient avec une colère légitime et compréhensible contre la participation de Macias à une manifestation pro-sioniste à Paris le 10 octobre 2000. Mais, pour l'Etat français, c'était une forme d'«antisémitisme» : ce défenseur de l'Etat policier sioniste a tenu son concert sous protection policière renforcée, alors que les 150 manifestants étaient encerclés par une centaine de CRS. Ce «concert» était une provocation dans cette ville largement immigrée et dévastée par les fermetures d'usines.

Tout comme les sionistes eux-mêmes, la bourgeoisie française tire un trait d'égalité grotesque entre l'antisémitisme et l'antisionisme, en traitant toute opposition au sionisme comme du «terrorisme antisémite». Mais même son arsenal nucléaire et ses protecteurs impérialistes ne peuvent pas protéger à long terme l'Etat sioniste qui fait valoir son «droit» à mettre sous sa botte les 200 millions d'Arabes de la région. *L'Israël des sionistes est un piège mortel pour les Juifs!*

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!

La plupart des groupes réformistes ne font que mettre un vernis plus gauche à la politique traître de l'OLP qui a

conduit les masses palestiniennes à l'impasse sanglante actuelle. Parmi les revendications soulevées dans le tract pour la manif du 28 octobre 2000 signé par SPEB, on trouve l'appel suivant aux régimes capitalistes arabes : « Nous appelons les Etats Arabes à prononcer, conformément aux exigences de leurs populations, la rupture immédiate de tout rapport avec l'Etat d'Israël. »

Cette ligne, qui alimente les illusions dans les références « antisionistes » des régimes arabes, est une resucée du mythe de la « révolution arabe » transclasses que la LCR et beaucoup d'autres groupes opportunistes de gauche glorifiaient dans les années 60 et 70 pour justifier leur suivisme par rapport aux nationalistes petits-bourgeois palestiniens et aux bourgeoisies arabes « progressistes ». Jusqu'en 1967 les Palestiniens étaient assujettis et opprimés par l'Egypte à Gaza et par la Jordanie en Cisjordanie. Le massacre de Septembre Noir en 1970, lors duquel 10 000 Palestiniens furent tués, avait été ordonné par le roi Hussein de Jordanie, le père du roi actuel. Vingt ans plus tard, après la guerre impérialiste contre l'Irak, l'émir du Koweït expulsait 200 000 ouvriers palestiniens dont le travail sur les champs de pétrole avait rempli ses coffres de milliards de dollars.

Plus de trois millions de Palestiniens apatrides languissent toujours dans des camps de réfugiés au Liban et en Syrie, et en Jordanie qui historiquement est en majorité peuplée de Palestiniens – et ils subsistent avec guère plus que les colis alimentaires des Nations Unies. Les régimes capitalistes arabes, malgré leurs diatribes contre les sionistes pour détourner la colère des masses affamées qu'ils exploitent, sont les ennemis du peuple palestinien et des minorités religieuses, nationales et ethniques de leurs propres pays : les musulmans chiïtes, les chrétiens coptes en Egypte, les Berbères en Algérie, la nation kurde en Syrie, Irak, Iran et Turquie. Nous nous battons pour le renversement révolutionnaire de tous les Etats capitalistes criminels du Proche-Orient et pour une République socialiste du Kurdistan unifié.

Pendant des dizaines d'années l'OLP d'Arafat a compté sur les « bons offices » des régimes bonapartistes et féodaux arabes ; elle a finalement embrassé l'impérialisme américain suite à la Guerre du Golfe en 1991 et à l'effondrement de l'Union soviétique, qui avait soutenu l'OLP. La section sœur en Israël de la LCR française, la Ligue communiste révolutionnaire (RCL) de Michel Warshawski, après avoir été à la traîne de l'OLP pendant toutes ces années, a fini par justifier les accords de « paix » de 1993 entre l'OLP et Israël parrainés par les USA. Ces accords établissaient une « autonomie » palestinienne fictive dans des parties ghettoisées des territoires occupés, tout en enrôlant l'OLP pour servir de laquais des dirigeants sionistes en faisant la police contre les masses palestiniennes. Ainsi, la RCL appelait à « faire pression sur le gouvernement » israélien pour exiger « la mise en œuvre exacte de l'accord » (*L'Autre front*, 5 septembre 1994). Aujourd'hui Warshawski répète les appels d'Arafat pour une intervention impérialiste.

Le Socialist Workers Party britannique (SWP) emprunte aussi au nationalisme petit-bourgeois de l'OLP. D'après *Socialist Worker* (14 octobre 2000) : « Les socialistes sont pour un Etat laïc et démocratique en Palestine dans lequel les Juifs et les Arabes auraient les mêmes droits. La solution à plus long terme pour le Moyen-Orient c'est une révolution dans toute la région pour renverser les régimes corrompus qui vivent dans l'opulence alors que les populations vivent dans la misère. »

Dans la bouche de nationalistes palestiniens comme Arafat, qui avait réclamé pendant des années « un Etat laïc et démocratique », cela voulait dire refuser le droit à l'autodétermination à la nation de langue hébraïque qui serait reléguée au rang de minorité religieuse. Les sociaux-démocrates cliffistes se retrouveraient plutôt à la droite de l'OLP en matière de démocratie laïque. Lors d'une manifestation à Paris le 7 octobre 2000, quand celle-ci s'est scindée entre des forces libérales et nationalistes, et des islamistes, SPEB a déplacé son contingent pour le mettre avec ces derniers. Cela fait maintenant des années que les cliffistes saluent des forces islamistes fondamentalistes, de l'Afghanistan à l'Indonésie, en les qualifiant d'« anti-impérialistes ». Effectivement, au début du soulèvement palestinien actuel, SPEB s'est réjoui que des manifestations dans un certain nombre de pays arabes, dont beaucoup étaient imprégnées d'antisémitisme, mettent ensemble des fondamentalistes islamiques avec l'« extrême gauche ».

Les stalinophobes du SWP imitent le dogme de la révolution par étapes des staliniens – « démocratie » d'abord et révolution socialiste plus tard. En fait la deuxième étape a toujours été le massacre des communistes. Dans le cas d'Israël et de la Palestine, parler d'une étape « démocratique » capitaliste est une cruelle tromperie dès le départ. Le droit à l'autodétermination est une question démocratique. Mais dans des situations de peuples inter-pénétrés comme en Israël-Palestine, à Chypre ou en Irlande du Nord, on ne peut pas résoudre équitablement cette question sous le capitalisme. L'Etat-nation capitaliste est basé sur la domination d'une nation et la répression ou l'expulsion de l'autre. Quand deux peuples réclament la même terre, les droits nationaux des deux ne peuvent être garantis que si on renverse le capitalisme. Et dans le cas du peuple palestinien, il faut des révolutions socialistes au moins en Israël, en Jordanie et au Liban (où il y a une importante minorité palestinienne), ainsi qu'en Syrie, le protecteur de ce dernier.

La Ligue communiste internationale cherche à forger des partis d'avant-garde internationalistes prolétariens qui rassemblent les ouvriers arabes, kurdes et de langue hébraïque, pour renverser les tyrans sionistes, les émirs, les mollahs et les dictateurs militaires et créer une fédération socialiste du Proche-Orient. En France, la Ligue trotskyste se bat pour un parti ouvrier révolutionnaire multi-ethnique, section d'une Quatrième Internationale trotskyste reforcée, pour balayer le sanglant impérialisme français par une révolution prolétarienne. Ce serait un grand pas vers la fin de la terreur génocide et des luttes nationalistes fratricides qui sont inhérentes au système capitaliste dans sa période de décadence. ■

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 02 35 73 74 47

Israël hors des territoires occupés !

Défense du peuple palestinien !

**A bas la machine de terreur sioniste !
Pour la révolution ouvrière contre les régimes capitalistes sioniste et arabes !**

Alors que les différentes négociations de « paix » entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne (AP) de Yasser Arafat s'effondrent tour à tour, et que le nombre des Palestiniens assassinés ces derniers mois est déjà bien supérieur à 300, il apparaît clairement que la seule « paix » que les bouchers sionistes ont en tête, c'est la paix des cimetières. Selon le journal arabe basé à Londres *Al-Sharq Al-Awsat*, les services secrets de l'armée israélienne avaient dressé une liste de quelque 400 combattants palestiniens, à assassiner ou arrêter dans les secteurs « autonomes » des territoires occupés nominalement contrôlés par l'AP.

A l'intérieur des frontières d'avant 1967 d'Israël, des flics armés jusqu'aux dents avec chiens policiers mènent des raids de type gestapiste tard la nuit sur des foyers palestiniens, défonçant les portes et détruisant le mobilier. Des centaines de « citoyens » arabes israéliens, dont des enfants, ont été arrêtés et battus – beaucoup sans possibilité de libération sous caution ; ils sont soupçonnés d'avoir participé aux manifestations en défense de leurs compatriotes assiégés de Gaza et de Cisjordanie.

Les paysans palestiniens ne peuvent pas faire leur récolte et sont chassés de leurs terres par les attaques pogromistes de colons fascistes, et les porte-parole du gouvernement israélien ont soulevé un plan de « séparation unilatérale ». Israël veut annexer officiellement une énorme partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, où sont concentrés les colons. Il s'agit d'enfermer définitivement les Palestiniens dans les ghettos, en coupant même l'eau et l'électricité. Les



Bande de Gaza : troupes israéliennes tirant sur de jeunes Palestiniens.

journaliers arabes, dont les salaires représentent le cinquième des revenus totaux dans les territoires occupés, ne peuvent plus se rendre à leur travail en Israël. *L'objectif de ce plan est d'étrangler et d'affamer la population palestinienne dans les territoires occupés.*

La bourgeoisie israélienne est divisée sur le niveau auquel elle doit garder accès à son réservoir de main-d'œuvre à bon marché dans les territoires occupés, mais c'est un plan comme celui-là qu'Israël veut mettre en place depuis le début avec le « processus de paix ». C'est un plan similaire (le « plan Allon ») qui avait été proposé aussitôt après l'occupation des territoires en 1967 par le Parti « travailliste » (par ailleurs totalement bourgeois), et qui avait précédé le plan Israël Uni. Le gouvernement sioniste a commencé par « créer sur le terrain une situation de fait accompli », encourageant la création de « colonies » par des fanatiques religieux dans des endroits stratégiques de la Cisjordanie. Après les accords de « paix » d'Oslo en 1993 parrainés par les Etats-Unis entre Israël et l'Organisation pour la libération

Suite page 19